



KPMG SA  
Tour EQHO|2 Avenue  
Gambetta|CS 60055|92066 Paris  
La Défense Cedex



**RSM Paris**  
26, rue Cambacérès  
75 008 Paris  
France  
Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00  
Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

# Assystem S.A.

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

Assystem S.A.

Tour Egée, 9-11, allée de l'Arche - 92400 Courbevoie

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre

RSM SAS

Siège social :  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre de la région de Paris-Ile-de-France et membre de la Compagnie régionale de Paris. SAS au capital de 14 242 600 €  
RCS Paris 792 111 783

RSM Paris est membre du réseau RSM et exerce sous le nom RSM. RSM est le nom commercial utilisé par les membres du réseau RSM.



KPMG SA  
Tour EQHO|2 Avenue  
Gambetta|CS 60055|92066 Paris  
La Défense Cedex



**RSM Paris**  
26, rue Cambacérès  
75 008 Paris  
France  
Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00  
Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

## Assystem S.A.

Tour Egée, 9-11, allée de l'Arche - 92400 Courbevoie

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de la société Assystem S.A.,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Assystem S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre

RSM SAS

Siège social :  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre de la région de Paris-Ile-de-France et membre de la Compagnie régionale de Paris. SAS au capital de 14 242 600 €

RSM Paris est membre du réseau RSM et exerce sous le nom RSM. RSM est le nom commercial utilisé par les membres du réseau RSM.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

<b>Test de perte de valeur de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)</b> <i>Notes 3.2, 3.3 et 3.4 de l'annexe des comptes consolidés</i>	
<b>Risque identifié</b>	<b>Réponse d'audit apportée</b>
<p>Chaque acquisition à laquelle le Groupe a procédé a donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill déterminé comme étant la différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.</p> <p>Ces goodwill figurent au bilan pour un montant net de 125,4 millions d'euros au 31 décembre 2023 pour l'activité Assystem Opérations. Ces goodwill ont été affectés à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) des activités dans lesquelles les entreprises acquises ont été intégrées.</p> <p>Le Groupe procède à des tests de perte de valeur à chaque fin d'exercice, ou chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié, afin d'estimer la valeur recouvrable de l'UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur nette de coûts de sortie et la valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés attendue de l'utilisation de l'unité génératrice). Une perte de valeur est comptabilisée pour l'UGT si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable et doit être en premier lieu affectée au goodwill de l'UGT.</p> <p>La valeur recouvrable de l'UGT a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, le Groupe a projeté les flux futurs</p>	<p>Nous avons apprécié la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe aux normes comptables en vigueur.</p> <p>Nous avons effectué un examen des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie et apprécié notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le niveau de regroupement de l'UGT retenu pour les tests de perte de valeur des goodwill et la cohérence des éléments composant la valeur comptable de l'UGT avec les flux de trésorerie utilisés pour effectuer les tests de perte de valeur ;</li> <li>- le caractère raisonnable des flux de trésorerie prévisionnels par rapport aux contextes économiques et financiers dans lesquels opère l'activité Assystem Opérations ;</li> <li>- la cohérence des données budgétaires utilisées avec celles approuvées par le Conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;</li> <li>- la cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ;</li> <li>- la fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences constatées entre les prévisions et les réalisations au titre des performances passées ;</li> <li>- le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination du taux</li> </ul>

de trésorerie qu'il s'attend à obtenir de l'UGT sur une période de cinq années ; les flux futurs de trésorerie au-delà de cinq ans ont été extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance qui n'excède pas le taux moyen de croissance à perpétuité du secteur d'activité. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés par le coût moyen pondéré du capital (WACC) du secteur.

Par ailleurs, une évolution défavorable des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut conduire à comptabiliser une dépréciation complémentaire.

Les modalités du test de perte de valeur mis en œuvre ainsi que le détail des principales hypothèses retenues sont décrites en note 3.4 « Modalités des tests de perte de valeur » de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons ainsi considéré que le test de valeur de l'UGT est un point clé de notre audit compte tenu du degré élevé d'estimations et de jugement mis en œuvre par la direction, de la sensibilité des valeurs recouvrables à la variation des hypothèses de prévisions et du poids relatif de ces actifs dans les comptes consolidés du Groupe.

d'actualisation avec l'aide de nos spécialistes en évaluation ;

- les analyses de sensibilité de la valeur d'utilité à une variation des principales hypothèses retenues.

Nous avons enfin vérifié que les notes 3.2 « Regroupements d'entreprises », 3.3 « Goodwill » et 3.4 « Modalités des tests de perte de valeur » de l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.

## Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait

Notes 1 et 5.1 de l'annexe des comptes consolidés

### Risque identifié

Dans le cadre de ses activités, le Groupe génère notamment certains revenus et résultats relatifs à des contrats de prestations de service à long terme. Ces contrats dits « au forfait » sont des contrats au titre desquels le Groupe s'engage à une obligation de résultat et dont le prix est, soit fixé initialement pour la globalité du projet, soit défini dans un contrat cadre pour chaque typologie de services qui seront commandés. Pour les prestations réalisées au forfait, le chiffre d'affaires est comptabilisé, conformément à la norme IFRS 15 au fur et à mesure du transfert de contrôle de la prestation réalisée.

### Réponse d'audit apportée

Nous avons pris connaissance et testé les processus mis en place par le Groupe en lien avec la contractualisation, le suivi des projets, la facturation et la comptabilisation des contrats. Les autres procédures d'audit mises en œuvre sur l'évaluation du chiffre d'affaires des contrats au forfait ont consisté à sélectionner, selon une approche multicritère d'échantillonnage (volumes d'affaires ou d'encours, complexité des projets, variations atypiques entre deux périodes ou par rapport aux standards du Groupe, nouveaux contrats de la période...), des projets pour lesquels nous avons :

Ces contrats donnent lieu à comptabilisation du chiffre d'affaires en application de la méthode dite à l'avancement. Les critères de détermination du pourcentage d'avancement peuvent inclure, à une date considérée, l'examen des travaux effectués, des services rendus par rapport au total des services à exécuter et des coûts encourus par rapport au total des coûts estimés.

Dès qu'une perte devient probable, elle est comptabilisée par constitution d'une provision sous déduction des pertes précédemment comptabilisées.

La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que l'expérience acquise. Des actualisations d'hypothèses et d'estimations à terminaison peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

Nous avons considéré que le correct rattachement à l'exercice du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait constituait un point clé de notre audit dans la mesure où il est basé sur des jugements et estimations de la direction quant à la détermination du résultat à terminaison et des risques financiers attendus sur ces contrats.

- apprécié la conformité du traitement comptable retenu avec les clauses contractuelles ;

- apprécié le bien-fondé des estimations des résultats à terminaison et de la détermination des degrés d'avancement par recoupement avec notre compréhension de ces projets acquise lors d'entretiens menés avec les contrôleurs de gestion et les chefs de projet et par comparaison avec les performances passées pour des contrats similaires ;

- corroboré la position financière de ces projets avec les éléments probants correspondants (contrats, commandes, procès-verbaux d'acceptation des clients, données de suivi des temps) ;

- mis en œuvre de procédures de revue analytique portant sur l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat comptabilisé sur l'exercice.

Nous avons enfin vérifié que les notes 1 « Principes comptables généraux » et 5.1 « Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel » de l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

### **Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur Général et du Directeur Général Délégué. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Assystem S.A. par l'assemblée générale du 30 avril 2009 pour le cabinet KPMG SA et du 5 juin 2023 pour le cabinet RSM Paris

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG SA était dans la quinzième année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la première année.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

### **Les commissaires aux comptes**

Paris La Défense, le 28 mars 2024

KPMG SA

Paris, le 28 mars 2024

RSM Paris

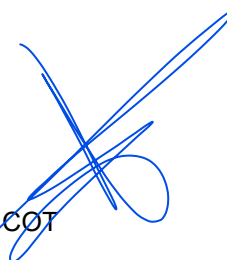
Membre de RSM International

Laurent GENIN

Associé

Adrien FRICOT

Associé





## 5.2 COMPTES CONSOLIDÉS

### 5.2.1 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

#### ACTIF

<i>En millions d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Goodwill	3.3	125,4	122,2
Immobilisations incorporelles	6.1	3,2	3,6
Immobilisations corporelles	6.2	11,0	11,7
Droits d'utilisation au titre de contrats de location	13	30,8	30,6
Immeubles de placement	6.3	1,3	1,3
Participations dans des entreprises associées hors Expleo Group	5.2	5,8	1,4
Titres Expleo Group mis en équivalence	6.4	22,8	37,1
Obligations convertibles Expleo Group	6.4	157,2	144,2
Titres et obligations convertibles Expleo Group	6.4	180,0	181,3
Autres actifs financiers	6.5	218,8	141,3
Impôts différés actifs	12.3	7,8	8,3
<b>Actif non courant</b>		<b>584,1</b>	<b>501,7</b>
Clients et comptes rattachés	5.1	175,7	163,6
Autres créances	5.1	26,6	23,8
Actifs d'impôt courants		2,7	4,2
Autres actifs courants	8.3	0,8	1,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	36,4	28,5
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		-	16,3
<b>Actif courant</b>		<b>242,2</b>	<b>237,7</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>826,3</b>	<b>739,4</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

## PASSIF

<i>En millions d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Capital	7.1	15,7	15,7
Réserves consolidées		362,1	334,8
Résultat net part du Groupe		102,0	48,9
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>479,8</b>	<b>399,4</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		2,8	2,1
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>		<b>482,6</b>	<b>401,5</b>
Emprunts et dettes financières	8.2	85,8	76,0
Dette locative au titre de droits d'utilisation	13	23,7	24,7
Engagements de retraite et avantages du personnel	5.3.3	17,5	19,3
Provisions non courantes	9.1	10,1	17,0
Impôts différés passifs		0,2	0,4
<b>Passif non courant</b>		<b>137,3</b>	<b>137,4</b>
Emprunts et dettes financières	8.2	2,8	3,4
Dette locative au titre de droits d'utilisation	13	9,2	7,6
Fournisseurs et comptes rattachés	5.1	37,1	35,3
Dettes sur immobilisations		0,1	0,1
Dettes fiscales et sociales	5.1	104,7	98,8
Dettes d'impôt courantes		3,0	3,3
Provisions courantes	9.1	4,1	3,3
Autres passifs courants	5.1	45,4	42,4
Passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente		-	6,3
<b>Passif courant</b>		<b>206,4</b>	<b>200,5</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>826,3</b>	<b>739,4</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

## 5.2.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5.1</b>	<b>577,5</b>	<b>493,5</b>
Charges de personnel	5.3.1	(401,2)	(343,2)
Autres produits et charges d'exploitation	5.4	(119,2)	(101,1)
Impôts et taxes		(1,0)	(1,1)
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	5.5	(19,5)	(16,3)
<b>Résultat opérationnel d'activité</b>		<b>36,6</b>	<b>31,8</b>
Quote part des résultats des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services	5.2	0,8	1,2
<b>Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services</b>		<b>37,4</b>	<b>33,0</b>
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	5.6	8,1	(1,2)
Paievements fondés sur des actions	5.6	(3,4)	(1,8)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>42,1</b>	<b>30,0</b>
Quote-part des résultats d'Expleo Group	6.4	(11,5)	(2,1)
Quote-part des résultats de MPH Global Services	5.2	(0,1)	-
Produit des obligations convertibles d'Expleo Group	6.4	13,0	11,9
Produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement	8.5	(5,2)	(1,5)
Autres produits et charges financiers	8.5	73,0	4,4
<b>Résultat avant impôt des activités poursuivies</b>		<b>111,3</b>	<b>42,7</b>
Impôt sur les résultats	12.1	(8,5)	(6,6)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>102,8</b>	<b>36,1</b>
Résultat net des activités cédées		-	13,8
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>102,8</b>	<b>49,9</b>
Résultat net - part du Groupe		102,0	48,9
Résultat net - participations ne donnant pas le contrôle		0,8	1,0

<i>En euros</i>	<b>Notes</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Résultat de base par action	7.3	6,87	3,30
Résultat dilué par action	7.3	6,79	3,24
Résultat de base par action des activités poursuivies	7.3	6,87	2,37
Résultat dilué par action des activités poursuivies	7.3	6,79	2,33
Résultat de base par action des activités cédées	7.3	-	0,93
Résultat dilué par action des activités cédées	7.3	-	0,92

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

### 5.2.3 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Résultat net</b>		<b>102,8</b>	<b>49,9</b>
<b>Dont autres éléments non recyclables du résultat global</b>			
Réévaluation du passif net au titre des avantages du personnel	5.3.3	2,6	6,0
Effet de l'impôt		(0,6)	(1,4)
<b>Réévaluation du passif au titre des avantages du personnel (nette de l'effet impôt)</b>		<b>2,0</b>	<b>4,6</b>
<b>Dont autres éléments recyclables du résultat global</b>			
Gains et pertes sur instruments financiers de couverture	8.3	(0,7)	0,8
Effet de l'impôt		0,2	(0,2)
<b>Gains et pertes sur instruments financiers de couverture (nets de l'effet impôt)</b>		<b>(0,5)</b>	<b>0,6</b>
<b>Écarts de conversion</b>		<b>(8,5)</b>	<b>0,5</b>
Total des autres éléments du résultat global		(7,0)	5,7
<b>Total résultat global</b>		<b>95,8</b>	<b>55,6</b>
<b>Part du Groupe</b>		<b>95,0</b>	<b>54,6</b>
Part du Groupe - résultat		102,0	48,9
Part du Groupe - autres éléments du résultat global		(7,0)	5,7
<b>Part des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>0,8</b>	<b>1,0</b>
Part des participations ne donnant pas le contrôle - résultat		0,8	1,0
Part des participations ne donnant pas le contrôle - autres éléments du résultat global		-	-

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

## 5.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Notes	2023	2022
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services		37,4	33,0
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	5.5	19,5	16,3
<b>EBITDA</b>		<b>56,9</b>	<b>49,3</b>
Variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité	5.1	(11,4)	(4,3)
Impôts versés		(8,0)	(5,9)
Autres flux		(1,8)	1,0
Flux nets de trésorerie liés aux activités cédées		-	(4,6)
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité</b>		<b>35,7</b>	<b>35,5</b>
<i>Dont flux nets de trésorerie opérationnels des activités poursuivies</i>		35,7	40,1
<i>Dont flux nets de trésorerie opérationnels des activités cédées</i>		-	(4,6)
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations, nettes de cessions, dont :		(4,7)	(3,9)
Acquisitions d'immobilisations	6.6	(5,0)	(4,0)
Cessions d'immobilisations	6.6	0,3	0,1
<b>Free cash flow</b>		<b>31,0</b>	<b>31,6</b>
<i>Dont free cash flow des activités poursuivies</i>		31,0	36,2
<i>Dont free cash flow des activités cédées</i>		-	(4,6)
Acquisitions de titres de société, nettes de trésorerie acquise	3.2	(5,7)	(19,8)
Autres mouvements, nets		5,1	6,1
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités cédées		1,4	25,9
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>(3,9)</b>	<b>8,3</b>
<i>Dont flux nets de trésorerie des activités poursuivies</i>		(5,3)	(17,6)
<i>Dont flux nets de trésorerie des activités cédées</i>		1,4	25,9
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Produits et charges financiers nets reçus (versés)		(6,2)	(2,8)
Emissions d'emprunts	8.2	9,7	-
Remboursements d'emprunts et variations des autres dettes financières	8.2	(0,9)	(12,0)
Remboursement de la dette locative au titre de droits d'utilisation incluant la charge financière	13	(10,6)	(9,8)
Dividendes versés	7.4	(14,8)	(14,7)
Autres mouvements sur capitaux propres de la mère		0,4	(0,1)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>(22,4)</b>	<b>(39,4)</b>
<b>Variation de la trésorerie nette</b>		<b>9,4</b>	<b>4,4</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>8.1</b>	<b>28,5</b>	<b>25,7</b>
Incidence des éléments non monétaires et de la variation des cours des devises		(1,5)	1,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie reclassés dans le cadre du retraitement IFRS 5		-	(2,6)
Variation de la trésorerie nette		9,4	4,4
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>8.1</b>	<b>36,4</b>	<b>28,5</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

## 5.2.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Primes	Réserves liées aux instruments financiers de couverture	Ecart de conversion	Total des autres éléments du résultat global recyclables	Résultat de la période	Autres réserves	Capitaux propres part groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	<b>15,7</b>	<b>-</b>	<b>0,3</b>	<b>(18,7)</b>	<b>(18,4)</b>	<b>34,2</b>	<b>325,7</b>	<b>357,2</b>	<b>1,3</b>	<b>358,5</b>
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	(14,7)	(14,7)	-	(14,7)
Paiements fondés sur des actions et attributions gratuites d'actions	-	-	-	-	-	-	1,8	1,8	-	1,8
<b>Total résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>1,1</b>	<b>48,9</b>	<b>4,6</b>	<b>54,6</b>	<b>1,0</b>	<b>55,6</b>
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	-	-	-	(34,2)	34,2	-	-	-
Transactions avec les minoritaires sans changement de contrôle	-	-	-	-	-	-	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,3)
Autres mouvements	-	-	(0,3)	-	(0,3)	-	0,9	0,6	-	0,6
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>	<b>15,7</b>	<b>-</b>	<b>0,6</b>	<b>(18,2)</b>	<b>(17,6)</b>	<b>48,9</b>	<b>352,4</b>	<b>399,4</b>	<b>2,1</b>	<b>401,5</b>
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	(14,8)	(14,8)	-	(14,8)
Paiements fondés sur des actions et attributions gratuites d'actions	-	-	-	-	-	-	2,7	2,7	-	2,7
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-	-	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
<b>Total résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(8,5)</b>	<b>(9,0)</b>	<b>102,0</b>	<b>2,0</b>	<b>95,0</b>	<b>0,8</b>	<b>95,8</b>
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	-	-	-	(48,9)	48,9	-	-	-
Autres mouvements *	-	-	-	-	-	-	(2,4)	(2,4)	(0,1)	(2,5)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>	<b>15,7</b>	<b>-</b>	<b>0,1</b>	<b>(26,7)</b>	<b>(26,6)</b>	<b>102,0</b>	<b>388,7</b>	<b>479,8</b>	<b>2,8</b>	<b>482,6</b>

\* Les autres mouvements sont principalement constitués de transactions réalisées au sein du groupe Expleo consolidé selon la méthode de mise en équivalence.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

## 5.2.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

---

### SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

---

**NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX**

**NOTE 2 FAITS MARQUANTS**

**NOTE 3 PÉRIMÈTRE, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET GOODWILL**

- 3.1 PÉRIMÈTRE
- 3.2 Regroupements d'entreprises
- 3.3 Goodwill
- 3.4 Modalités des tests de perte de valeur

**NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE**

**NOTE 5 DONNÉES OPÉRATIONNELLES**

- 5.1 Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel (BFR)
- 5.2 Participations dans des entreprises associées hors Expleo Group
- 5.3 Charges de personnel et avantages du personnel
  - 5.3.1 Détail des charges de personnel au compte de résultat consolidé
  - 5.3.2 Effectifs
  - 5.3.3 Avantages du personnel
  - 5.3.4 Paiements fondés sur des actions
  - 5.3.5 informations sur les transactions au titre des parties liées
- 5.4 Autres charges et produits d'exploitation
- 5.5 Amortissements et provisions opérationnels courants, nets
- 5.6 Paiements fondés sur des actions et produits et charges opérationnels non liés à l'activité

**NOTE 6 INVESTISSEMENTS EN ACTIFS NON COURANTS**

- 6.1 Immobilisations incorporelles
- 6.2 Immobilisations corporelles
- 6.3 Immeubles de placement
- 6.4 Titres et obligations convertibles Expleo Group
- 6.5 Actifs financiers non courants
- 6.6 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations du tableau de flux de trésorerie consolidé

**NOTE 7 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION**

- 7.1 Actions
- 7.2 Actions propres
- 7.3 Résultat par action
- 7.4 Dividendes par action

**NOTE 8 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS**

- 8.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 8.2 Dettes financières
- 8.3 Instruments dérivés financiers
- 8.4 Informations sur l'endettement net
- 8.5 Produits et charges financiers
- 8.6 Gestion du risque financier

**NOTE 9 PROVISIONS**

**NOTE 10 DETTES SUR ACQUISITIONS DE TITRES ET AUTRES PASSIFS (COURANTS OU NON COURANTS)**

**NOTE 11 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS**

- 11.1 Classification comptable des actifs et passifs financiers
- 11.2 Hiérarchie de juste valeur

**NOTE 12 IMPÔTS**

- 12.1 Impôts comptabilisés au cours de la période
- 12.2 Preuve d'impôt
- 12.3 Impôts différés

**NOTE 13 DROITS D'UTILISATION AU TITRE DE CONTRATS DE LOCATION ET DETTE LOCATIVE AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION**

**NOTE 14 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET AUTRES INFORMATIONS**

- 14.1 Engagements hors bilan
- 14.2 Autres informations

**NOTE 15 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**NOTE 16 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE**

---

### Entité présentant les états financiers

Le groupe Assystem est un groupe international leader dans le domaine de l'ingénierie.

Société anonyme à Conseil d'administration de droit français, Assystem S.A., société mère et tête de Groupe, a son siège social Tour Égée, 9 - 11 allée de l'Arche, 92400 Courbevoie.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2023 ainsi que les notes annexes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 13 mars 2024.

Ces comptes seront soumis à approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires devant se tenir le 24 mai 2024.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable d'Assystem et de ses filiales. Ils sont présentés en millions d'euros, arrondis à la centaine de milliers d'euros la plus proche.

### Bases de préparation

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Assystem au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont établis selon les normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2023. Ils sont présentés sur deux exercices.

Les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne diffèrent sur certains aspects des IFRS publiées par l'IASB. Néanmoins, le Groupe s'est assuré que les informations financières pour les périodes présentées n'auraient pas été substantiellement différentes si les normes IFRS avaient été appliquées telles que publiées par l'IASB.

### NORMES ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES PAR L'IASB MAIS NON ENCORE APPLICABLES AU 31 DÉCEMBRE 2023

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et amendements mentionnés ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

- Modifications d'IFRS 10 et d'IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ;
- Modifications d'IAS 1 – Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants ;
- Modifications d'IAS 1 – Passifs non courants assortis de clauses restrictives ;
- Modifications d'IAS 7 et d'IFRS 7 – Accords de financement de fournisseurs ;
- Modifications d'IFRS 16 – Obligation locative découlant d'une cession-bail.

Le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative de l'application des modifications décrites ci-dessus sur ses états financiers des exercices futurs.

### NORMES ET INTERPRÉTATIONS NOUVELLES APPLICABLES À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023

Les normes, amendements et interprétations qui s'appliquent au Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 sont les suivants :

- IFRS 17 – Contrats d'assurance (y compris les modifications d'IFRS 17 de juin 2020 et de décembre 2021) ;
- Modifications d'IAS 1 – Présentation des états financiers, et de l'énoncé de pratiques sur les IFRS 2, Porter des jugements sur l'importance relative – Informations à fournir sur les méthodes comptables

- Modifications d'IAS 12 – Impôt sur le résultat – Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique ;
- Modifications d'IAS 12 – Impôts sur le résultat – Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier Deux : Pilier Deux ne s'applique pas à Assystem qui est en-dessous des seuils d'application ;
- Modifications d'IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs – Définition des estimations comptables.

Aucun impact significatif n'a été constaté suite à l'application des normes et interprétations décrites ci-dessus.

### PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET COMPARABILITÉ DES EXERCICES

La présentation des états financiers n'a pas été modifiée pour l'arrêté des comptes de l'exercice 2023.

### MÉTHODES DE CONSOLIDATION ET CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS

#### Méthode de consolidation

##### Filiales consolidées par intégration globale

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées. La norme IFRS 10 repose sur un modèle unique de contrôle fondé sur trois critères : « un investisseur contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci ».

Les résultats des entités consolidées sont inclus dans les états financiers à compter de la date de prise de contrôle (sauf cas particulier) et jusqu'à la date de perte de contrôle de la filiale. Les transactions inter-compagnies (bilan et compte de résultat) sont éliminées. Les participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres sont présentées séparément dans les états financiers.

##### Co-entreprises et activités conjointes (participations dans les entreprises associées)

La norme IFRS 11 prévoit deux types de partenariat : les co-entreprises et les activités conjointes. La classification des partenariats s'effectuant sur la base des droits et obligations de chacune des parties dans le partenariat, en prenant notamment en compte la structure, la forme juridique des accords, les droits conférés à chacune des parties par les accords, ainsi que les faits et circonstances le cas échéant.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties (« co-entrepreneurs ») qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties (« co-participants ») ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs de l'entité.

Les partenariats qualifiés de co-entreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Chacun des coparticipants à une activité conjointe doit comptabiliser les actifs et passifs (et produits et charges) relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

#### Conversion des états financiers des sociétés étrangères et transactions libellées en monnaies étrangères

##### Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les données des états financiers des entités du Groupe sont mesurées dans la monnaie de l'environnement économique principal (celui dans lequel l'entité génère et dépense principalement sa trésorerie) : la monnaie fonctionnelle.



La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'euro.

#### **Transactions et soldes**

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés en résultat, sauf lorsqu'ils sont comptabilisés au sein des autres éléments du résultat global. Les produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global correspondent à la part efficace des couvertures éligibles de flux de trésorerie et des couvertures d'un investissement net dans une entité étrangère.

#### **Conversion des comptes des filiales**

Les états financiers des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle diffère de l'euro (monnaie de présentation des comptes) sont convertis dans les conditions suivantes :

- selon la méthode du cours de clôture de la période pour le bilan ;
- selon la méthode du cours moyen de la période pour le compte de résultat.

Les écarts de conversion sont comptabilisés au sein des autres éléments du résultat global dans une rubrique séparée. Les goodwill des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de la filiale acquise et convertis dans la monnaie de présentation au taux de clôture.

#### **Economie hyper-inflationniste**

La Turquie ayant été qualifiée d'économie hyper-inflationniste depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le Groupe a appliqué la norme IAS 29 – Information financière dans les économies hyper-inflationnistes. Cette dernière requiert de retraiter les états financiers qui ont été établis selon la convention du coût historique. Le retraitement consiste à appliquer un indice général des prix, de sorte que les états financiers soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la date de clôture. Ainsi l'ensemble des actifs et passifs non monétaires doivent être corrigés de l'inflation pour refléter l'évolution du pouvoir d'achat à la date de clôture. Les éléments monétaires n'ont pas besoin d'être retraités, puisqu'ils reflètent déjà le pouvoir d'achat à la date de clôture.

Dès lors qu'une filiale applique la norme IAS 29, la méthode de conversion de cette filiale dans les comptes consolidés de sa mère change. En effet, la norme IAS 21 précise que tous les montants (c'est-à-dire les actifs, passifs, les éléments de capitaux propres, les produits et les charges, y compris ceux fournis à titre comparatif) doivent être convertis au cours de clôture à la date du dernier bilan.

#### **RECOURS AUX ESTIMATIONS**

L'établissement des états financiers selon le référentiel IFRS nécessite d'émettre des jugements, d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les actifs, les passifs, les produits et les charges. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de façon prospective. Ces estimations sont faites par la direction sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes. Elles peuvent évoluer en fonction d'événements ou d'informations pouvant remettre en cause les circonstances dans lesquelles elles ont été élaborées.

Les résultats réels peuvent donc être différents de ceux attendus. Le caractère aléatoire de certaines estimations peut rendre difficile l'appréhension des perspectives économiques du Groupe en particulier pour la réalisation des tests de dépréciation des actifs (voir note 3.3 – Goodwill).

Les fondements de ces estimations sur les points que le Groupe considère comme les plus pertinents sont détaillés ci-après.

#### **Reconnaissance du chiffre d'affaires pour les prestations au forfait**

Comme indiqué en note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement, le chiffre d'affaires relatif à des prestations au forfait est reconnu suivant la méthode de l'avancement par les coûts.

La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que sur l'expérience acquise. Des révisions d'hypothèses et d'estimations à terminaison peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

#### **Provisions pour perte à terminaison / pour garantie sur projets**

Des provisions pour perte à terminaison sont susceptibles d'être comptabilisées dans le cadre des contrats d'ingénierie selon la méthode de l'avancement conformément à la norme IAS 37 (voir note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement). Dès qu'elle devient probable, la perte sur contrat est immédiatement comptabilisée par constitution d'une provision sous déduction des pertes précédemment comptabilisées. Les pertes sur contrats qui seront réellement enregistrées peuvent différer des montants initialement provisionnés et avoir un effet sur les résultats futurs.

Les éléments chiffrés relatifs aux provisions sont présentés en note 9 – Provisions.

#### **Dépréciation des créances clients et comptes rattachés**

Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peuvent avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

Les éléments chiffrés relatifs aux dépréciations des créances clients et comptes rattachés sont présentés en note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement.

#### **Impôts différés**

Un actif d'impôt différé, se rapportant notamment aux pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés ainsi qu'aux différences temporaires déductibles, ne peut être comptabilisé que s'il est probable que la Société et/ou sa ou ses filiales concernées disposeront de bénéfices fiscaux futurs sur lesquels il pourra être imputé.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs, de la part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir inclus dans les pertes passées et de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les éléments chiffrés relatifs aux impôts différés sont présentés en note 12.3 – Impôts différés.

#### **Dépréciation des goodwill**

Les estimations sur les hypothèses de calcul dans le cadre de la dépréciation des goodwill sont présentées en note 3.4 – Modalités des tests de perte de valeur.

#### **Avantages du personnel**

Les estimations réalisées sur les hypothèses de calcul faites dans le cadre des avantages au personnel ainsi que les analyses de sensibilité sont présentées en note 5.3.3 – Avantages du personnel.

#### **Incidence des risques climatiques**

Au regard de son activité et de son implantation géographique, le Groupe estime que les risques liés au climat n'ont pas d'incidence significative sur ses états financiers. Par ailleurs, compte tenu de son activité principalement dédiée à la transition énergétique et de son modèle d'affaires, Assystem considère que la lutte contre le réchauffement climatique impacte positivement ses perspectives de croissance.

## NOTE 2

## FAITS MARQUANTS

L'exercice 2023 a été marqué par les événements significatifs suivants :

### Cession de l'activité STAFFING

Conformément au protocole conclu en juillet 2022 et amendé en novembre 2022, le Groupe a cédé en janvier 2023, 51 % des actions et des droits de vote de la société MPH Global Services (« MPH ») aux principaux managers de la société (voir note 2 – Faits marquants du chapitre 5.2 – Comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2022). La société MPH Global Services est désormais consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, à hauteur de 49 %.

MPH et ses filiales, consolidées globalement jusqu'au 31 décembre 2022, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Le prix de cession des actions est de 5,1 millions d'euros réglé en 2023 à hauteur de 1,4 million d'euros et comptabilisé dans le tableau de flux de trésorerie consolidé dans la rubrique « Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités cédées ». Le solde de la transaction d'un montant de 3,7 millions d'euros est payable selon une convention de paiement différé d'une durée de 4 ans. Il est comptabilisé dans l'état de la situation financière consolidée dans les rubriques « Autres actifs financiers non courants » pour un montant de 3,4 millions d'euros et « Autres actifs courants » pour un montant de 0,3 million d'euros. Le Groupe a, conformément aux accords conclus, remboursé le compte courant à MPH Global Services d'un montant de 0,8 million d'euros comptabilisé dans la rubrique « Remboursements d'emprunts et variations des autres dettes financières » du tableau de flux de trésorerie consolidé.

Aucun résultat de cession n'a été comptabilisé dans le compte de résultat consolidé du premier semestre 2023, les actifs nets des passifs cédés ayant été dépréciés en 2022 à hauteur du prix de cession correspondant à la juste valeur de l'actif net cédé. Une clause d'« Earn out » au bénéfice du Groupe a été intégrée dans le protocole de cession pour un montant maximum de 1,0 million d'euros. A ce stade, le Groupe a décidé de ne pas comptabiliser de produit au titre de cette clause.

### Cession des activités PACIFIQUE

Le Groupe a cédé l'intégralité des actions et droits de vote des sociétés Assystem Polynésie et Assystem Nouvelle-Calédonie aux managers des dites sociétés au cours du mois de décembre 2023. Le prix de cession des actions cédées est pour l'ensemble de 6,2 millions d'euros réglé en 2023 à hauteur de 3,7 millions d'euros, le solde de 2,5 millions d'euros étant comptabilisé dans l'état de la situation financière consolidée dans la rubrique « Autres actifs financiers non courants » étant payable selon une convention de paiement différé d'une durée de 6 ans.

Le flux de trésorerie net de la trésorerie cédée a été comptabilisé dans le tableau de flux de trésorerie consolidé dans la rubrique « Autres mouvements, nets » pour un montant de 3,2 millions d'euros. Le résultat de cession consolidé d'un montant de 4,1 millions d'euros est inscrit au compte de résultat consolidé dans la rubrique « Produits et charges opérationnels non liés à l'activité ».

La cession des activités « Pacifique » ne répondant pas à la définition des activités abandonnées de la norme IFRS 5, aucun

retraitement de présentation sur le compte de résultat consolidé et le tableau de flux de trésorerie n'a été réalisé.

### Framatome – Juste valeur de la participation et dividende reçu

Le Groupe a cédé au cours du mois de janvier 2024 sa participation de 5 % dans la société Framatome comptabilisée en « Autres actifs financiers non courants » pour un montant de 205,0 millions d'euros. La valeur des titres Framatome dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2023 s'élevait à 134,1 millions d'euros. Le Groupe a en conséquence comptabilisé sur l'exercice 2023 une variation de juste valeur de sa participation d'un montant de 70,9 millions d'euros dans la rubrique « Autres produits et charges financiers » du compte de résultat consolidé. Compte tenu de la législation fiscale française en vigueur, l'effet d'impôt associé à cette variation de juste valeur a été comptabilisé dans le compte de résultat consolidé pour un montant de 1,6 million d'euros.

D'autre part, le Groupe a comptabilisé au titre de l'exercice 2023 dans la rubrique « Autres produits et charges financiers » du compte de résultat consolidé un dividende de 2,6 millions d'euros reçu de la société Framatome (4,1 millions d'euros au titre de l'exercice 2022) et dans la rubrique « Autres mouvements, nets » du tableau de flux de trésorerie consolidé.

### Acquisitions des sociétés RELSAFE PRA CONSULTING PRIVATE LIMITED et d'OREKA INGÉNIERIE

En janvier 2023, le Groupe a acquis 100 % du capital et des droits de vote de la société indienne RELSAFE PRA Consulting Private Limited (« RELSAFE »), spécialisée dans le conseil en sûreté nucléaire et de la société française OREKA INGÉNIERIE, spécialisée dans les outils numériques de visualisation et de simulation, réalisant des chiffres d'affaires annuels avant acquisition de 1,4 million d'euros pour la société RELSAFE PRA Consulting Private Limited et de 1,3 million d'euros pour les activités de la société OREKA INGÉNIERIE.

Le prix d'acquisition total est de 5,5 millions d'euros net de la trésorerie acquise de 2,3 millions d'euros. Les principaux éléments chiffrés de ces deux opérations sont décrits dans la note 3 – Goodwill et regroupements d'entreprises.

### Refinancement du crédit d'investissement et du crédit renouvelable

Le Groupe centralise sa dette majoritairement sur Assystem S.A. qui dispose de lignes de découvert d'un montant de 16 millions d'euros non utilisées au 31 décembre 2023.

En novembre 2023, Assystem a refinancé son crédit d'investissement de 60,0 millions d'euros en reportant sa date d'échéance initialement prévue en septembre 2024 à novembre 2028.

L'enveloppe globale du crédit renouvelable a été augmentée de 120 millions à 170 millions d'euros (tirée à hauteur de 27 millions d'euros au 31 décembre 2023) et son échéance reportée de septembre 2024 à novembre 2028. Il est assorti de deux options de prolongation d'un an exerçables par Assystem et soumises à l'accord des prêteurs.

Les frais liés à la renégociation des crédits sont amortis linéairement jusqu'en septembre 2028.

Ces crédits sont soumis au respect d'un covenant financier. Le non-respect de ce covenant déclencherait une obligation de remboursement anticipé imposant la comptabilisation de l'intégralité des montants non payés en « Emprunts et dettes financières

courants » au 31 décembre 2023. Le covenant impose le respect, sur la base des comptes consolidés d'un plafond au ratio dettes financières nettes/EBITDA réalisé sur les 12 derniers mois. Au 31 décembre 2023, le ratio mesuré est en deçà du plafond contractuel.

### NOTE 3

## PÉRIMÈTRE, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET GOODWILL

### 3.1 Périmètre

Les principales filiales d'Assystem S.A. incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2023 sont les suivantes :

Nom	Pays	Numéro de Siren	Pourcentage d'intérêts	Méthode de consolidation
<b>Sociétés françaises</b>				
Assystem S.A.	France	412076937	Mère	IG
Assystem Engineering and Operation Services	France	444159164	100	IG
Insiema	France	572004372	100	IG
MPH Global Services	France	499137610	49	MEE
Expleo Group	France	831178785	37,22	MEE
Assystem Project Management	France	347621831	100	IG
<b>Sociétés étrangères</b>				
Assystem Energy & Infrastructure Ltd et ses filiales	Royaume-Uni		100	IG
Corporate Risk Associates	Royaume-Uni		100	IG
Assystem Radicon	Arabie saoudite		75	IG
Assystem Enerji ve Cevre	Turquie		100	IG
Stup Consultants Private Limited	Inde		99,19	IG
UzAssystem	Ouzbékistan		51	IG

IG : Intégration Globale

MEE : Mise en équivalence

### 3.2 Regroupements d'entreprises

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée. En application de cette norme révisée, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle. À ce titre, des travaux d'analyse, notamment sur les clients (portefeuille de contrats et portefeuille de clients) sont effectués à chaque acquisition d'entreprise ;
- les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque acquisition.

À cette date, le goodwill est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle (participations ne donnant pas le contrôle) dans l'entreprise acquise et dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ; et
- le montant net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

L'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à leur quote-part dans l'actif net identifiable a pour conséquence de calculer un goodwill dit « partiel » sur la seule quote-part du capital acquis.

L'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces participations ne donnant pas le contrôle, donnant ainsi lieu à la constatation d'un goodwill dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition, les ajustements constatés dans ce délai sont effectués relativement à des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat en tant qu'acquisition à des conditions avantageuses.

Ultérieurement, l'écart d'acquisition est maintenu à son montant d'origine, diminué le cas échéant du cumul des pertes de valeur enregistrées (se reporter au paragraphe « Goodwill » ci-après).

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période ; lors de l'acquisition ultérieure de participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant, tout écart entre le prix effectivement payé et l'évaluation d'origine des participations ne donnant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres du Groupe, conformément à la norme IFRS 10.

## AU TITRE DE L'EXERCICE 2023

Le Groupe a acquis 100 % du capital des sociétés OREKA INGÉNIERIE et RELSAFE PRA Consulting Private Limited (voir note 2 – Faits marquants). Les données chiffrées des regroupements d'entreprises sont décrites ci-dessous.

La juste valeur de l'actif net acquis se décompose comme suit :

En millions d'euros	OREKA INGÉNIERIE	RELSAFE PRA Consulting Private Limited	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,5	1,8	2,3
Autres actifs courants et non courants	1,1	0,4	1,5
<b>Total actif</b>	<b>1,6</b>	<b>2,2</b>	<b>3,8</b>
Passifs financiers	-	-	-
Autres passifs courants et non courants	0,4	0,1	0,5
<b>Total passif</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>
<b>Actif net</b>	<b>1,2</b>	<b>2,1</b>	<b>3,3</b>

Le calcul des goodwills complets se décompose comme suit :

En millions d'euros	OREKA INGÉNIERIE	RELSAFE PRA Consulting Private Limited	Total
Part du prix d'acquisition versée en trésorerie	(2,0)	(5,8)	(7,8)
<b>Prix d'acquisition</b>	<b>(2,0)</b>	<b>(5,8)</b>	<b>(7,8)</b>
Juste valeur de l'actif net acquis	1,2	2,1	3,3
<b>Goodwill</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(3,7)</b>	<b>(4,5)</b>

Le flux de trésorerie lié à l'acquisition se décompose comme suit :

En millions d'euros	OREKA INGÉNIERIE	RELSAFE PRA Consulting Private Limited	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,5	1,8	2,3
Découvert bancaire	-	-	-
<b>Position nette de trésorerie acquise</b>	<b>0,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,3</b>
Prix d'acquisition des titres	(2,0)	(5,8)	(7,8)
<b>Flux de trésorerie sur acquisition</b>	<b>(1,5)</b>	<b>(4,0)</b>	<b>(5,5)</b>

Le flux d'acquisitions de titres de sociétés est détaillé ci-dessous :

En millions d'euros	2023	2022
Flux de trésorerie sur acquisitions	(5,5)	(19,2)
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle	-	(0,3)
Autres	(0,2)	(0,3)
<b>Acquisitions de titres de sociétés</b>	<b>(5,7)</b>	<b>(19,8)</b>

La rubrique « Autres » est constituée en 2022 et 2023 par les frais d'acquisitions décaissés lors de l'acquisition du groupe LogiKal.

### 3.3 Goodwill

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises, les goodwills comptabilisés ne sont pas amortis mais font l'objet au minimum d'un test de perte de valeur annuel pour acter d'une éventuelle perte de valeur à enregistrer.

Les goodwills figurant à l'actif de la situation financière consolidée de la Société sont affectés à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) Assystem Opérations, considérée par le Groupe comme le seul groupe identifiable d'actifs pertinent au regard de son activité et de l'interdépendance aux plans commercial et opérationnel de ses différentes *business units* et filiales.

Le Groupe procède à des tests de perte de valeur chaque fin d'année ou chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié afin d'estimer la valeur recouvrable de l'UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur nette de l'actif et sa valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimée attendue de l'utilisation de l'unité génératrice). Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable et doit être en premier lieu affectée au goodwill de l'UGT.

En cas de cession d'un ensemble d'actifs, la part du goodwill global pouvant être attribuée aux activités cédées est prise en compte dans la détermination du résultat de cession.

Les goodwills dégagés lors d'acquisitions de sociétés consolidées sont inclus dans la rubrique « Goodwill » à l'actif de la situation financière consolidée. Les goodwills dégagés sur des participations mises en équivalence sont inclus dans les rubriques correspondantes des états financiers.

En millions d'euros	2023	2022
<b>Valeur nette au début de l'exercice</b>	<b>122,2</b>	<b>97,0</b>
Augmentations et diminution liées aux regroupements d'entreprises	4,5	14,8
Ecart de conversion	(1,3)	10,4
<b>Valeur nette en fin d'exercice</b>	<b>125,4</b>	<b>122,2</b>

Les augmentations liées aux regroupements d'entreprise sont constituées :

- du goodwill de la société OREKA INGÉNIERIE pour un montant de 0,8 million d'euros (voir note 3.2 – Regroupements d'entreprises) ;
- du goodwill de la société RELSAFE PRA Consulting Private Limited pour un montant de 3,7 millions d'euros (voir note 3.2 – Regroupements d'entreprises).

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, l'allocation du prix d'acquisition des sociétés OREKA INGÉNIERIE, RELSAFE PRA Consulting Private Limited et du Groupe LogiKal est définitive à la clôture de l'exercice 2023.

### 3.4 Modalités des tests de perte de valeur

La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Pour déterminer la

valeur d'utilité, le Groupe a projeté les flux futurs de trésorerie qu'il s'attend à obtenir de l'unité génératrice de trésorerie. Cette projection est fondée sur des projections financières couvrant une période de cinq années, Les flux futurs de trésorerie au-delà de cinq ans sont extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance à perpétuité (voir ci-dessous). Le taux de croissance ne doit pas excéder le taux moyen de croissance à long terme du secteur d'activité. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés par le coût moyen pondéré du capital (WACC) applicable à l'activité du Groupe et à sa répartition géographique (voir ci-dessous).

Les cash flows sont établis par le management dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie à moyen et long terme. Le Groupe a retenu un coût normatif de dette pondéré pour l'ensemble du Groupe et un coût des fonds propres spécifique par pays pour déterminer le coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC) (voir tableau ci-dessous). Le tableau ci-après décrit les principaux facteurs de modélisation des hypothèses retenues pour le calcul des tests de perte de valeur :

UGT	Taux de croissance à perpétuité pour extrapolation des flux de trésorerie futurs au delà de la période de projection		Taux d'actualisation	
	2023	2022	2023	2022
Assystem Opérations	2,0%	2,0%	10,3%	10,5%

Les dépréciations éventuelles résultant d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés, une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Le Groupe a défini les facteurs de sensibilité suivants pour ses tests de valeur :

- la majoration de 0,5 % des taux d'actualisation.
- la diminution de 0,5 % du taux de croissance perpétuelle.

Prise une à une ou cumulées, ces variations d'hypothèses de sensibilité n'entraîneraient cependant pas de perte de valeur du goodwill alloué à l'UGT Assystem Opérations.

## NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe comprend deux secteurs opérationnels : Assystem Opérations et Holding (au sein duquel sont enregistrées les charges de management général et de fonctions structurantes transverses, principalement finance, juridique et corporate).

Les principes comptables appliqués à chaque segment opérationnel sont les suivants :

- les segments s'appuient sur leurs propres ressources et peuvent partager avec d'autres secteurs certaines ressources dans le cadre de synergies. Ce partage se matérialise par la réallocation de coûts ou par des relations contractualisées entre différentes entités juridiques ;
- les charges de management directement rattachables à chacun des secteurs opérationnels leur sont affectées ;
- l'indicateur de résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées exclut les produits et charges non liés à l'activité.

### Par segment opérationnel

Les actifs et passifs répartis par segment opérationnel incluent les actifs et passifs opérationnels utilisés par chaque division dans le cadre de ses activités qui lui sont directement attribuables ou qui peuvent lui être raisonnablement affectés :

- le goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les droits d'utilisation au titre de contrats de location, les autres actifs financiers non courants opérationnels ;
- les clients et comptes rattachés, autres créances, les actifs d'impôt courants et autres actifs courants ;
- les dettes locatives au titre de droits d'utilisation non courantes et courantes, les fournisseurs et comptes rattachés, les dettes sur immobilisations, les dettes fiscales et sociales, les dettes courantes sur acquisitions de titres, les provisions courantes, les dettes d'impôt courantes et les autres passifs courants.

### EXERCICE 2023

En millions d'euros	Assystem Opérations	Holding	Total
Chiffre d'affaires	577,5	-	577,5
Dont chiffre d'affaires inter-segments	-	-	-
<b>Total chiffre d'affaires externe</b>	<b>577,5</b>	<b>-</b>	<b>577,5</b>
<b>Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services</b>	<b>42,9</b>	<b>(5,5)</b>	<b>37,4</b>
<b>Actifs nets de passifs répartis par segment opérationnel (UGT)</b>	<b>156,4</b>	<b>(0,2)</b>	<b>156,2</b>

### EXERCICE 2022

En millions d'euros	Assystem Opérations	Holding	Total
Chiffre d'affaires	493,5	-	493,5
Dont chiffre d'affaires inter-segments	-	-	-
<b>Total chiffre d'affaires externe</b>	<b>493,5</b>	<b>-</b>	<b>493,5</b>
<b>Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services</b>	<b>38,5</b>	<b>(5,5)</b>	<b>33,0</b>
<b>Actifs nets de passifs répartis par segment opérationnel (UGT)</b>	<b>151,2</b>	<b>0,3</b>	<b>151,5</b>

### Par zone géographique

Les actifs non courants répartis par zone géographique incluent les goodwills, les immobilisations incorporelles et corporelles qui sont directement attribuables ou qui peuvent être raisonnablement affectés par zone géographique.

La répartition géographique du chiffre d'affaires et des actifs du Groupe a été établie en fonction du lieu d'implantation géographique des sociétés consolidées et se présente comme suit :

### EXERCICE 2023

En millions d'euros	France	Europe hors France	Asie - Moyen-Orient - Afrique	Holding, divers et autres zones	Total Groupe
<b>Total chiffre d'affaires externe</b>	<b>374,8</b>	<b>99,6</b>	<b>103,1</b>	<b>-</b>	<b>577,5</b>
Actifs non courants répartis par zone géographique	79,3	22,4	66,4	2,3	170,4

### EXERCICE 2022

En millions d'euros	France	Europe hors France	Asie - Moyen-Orient - Afrique	Holding, divers et autres zones	Total Groupe
<b>Total chiffre d'affaires externe</b>	<b>350,5</b>	<b>72,1</b>	<b>70,9</b>	<b>-</b>	<b>493,5</b>
Actifs non courants répartis par zone géographique	80,0	27,5	58,0	2,6	168,1

À compter de l'exercice 2023, les informations relatives à la branche Turque de la société française Assystem Engineering and Operation Services sont présentées dans la zone géographique « Asie - Moyen-Orient - Afrique ».



## 5.1 Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel (BFR)

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe correspond au chiffre d'affaires issu des activités du Groupe opérant au travers de deux types de contrats :

- contrats en régie : prestations dont la valorisation est fonction des moyens mis en œuvre. Le revenu est égal au temps passé, justifié auprès du client, multiplié par un taux horaire ou journalier ;
- contrats au forfait : contrats au titre desquels le Groupe s'engage à une obligation de résultat et dont le prix est, soit fixé initialement pour la globalité du projet, soit au gré des commandes clients s'inscrivant dans un contrat-cadre.

La comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec les clients dépend selon IFRS 15 :

- d'une part, du rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle du service rendu ;
- d'autre part, du montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des activités réalisées.

L'analyse de la notion de transfert du contrôle de la prestation de service rendue est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance de chiffre d'affaires. Ce transfert peut s'effectuer en continu (comptabilisation du chiffre d'affaires à l'avancement) ou à une date précise (comptabilisation à l'achèvement).

Le revenu des contrats en régie est reconnu à échéance régulière, généralement mensuelle, sur la base du temps presté.

Le revenu associé aux contrats au forfait est très majoritairement reconnu à l'avancement dans la mesure où le Groupe considère que le client bénéficie en continu des avantages issus des prestations rendues ou que le vendeur dispose d'un droit à règlement pour les prestations réalisées à date. Le critère généralement retenu pour la détermination du pourcentage d'avancement au cours de la vie du contrat est le rapport des coûts engagés sur le total estimé des coûts à terminaison.

Les entités du Groupe travaillent systématiquement sur la base de contrats passés avec les clients ; en présence d'un contrat-cadre, le Groupe considère que les commandes successives, créant des droits et obligations exécutoires entre les parties, constituent le contrat au sens de la norme.

Le Groupe est amené à conclure des contrats comprenant des prestations de service de nature différente, susceptibles de constituer des obligations de performance distinctes. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacune des obligations de performance analysées comme étant distinctes au sein du contrat.

Les contreparties variables concédées aux clients sont constituées essentiellement de pénalités et de remises sur volume. Ces éléments sont présentés en diminution du chiffre d'affaires tel que prescrit par la norme IFRS 15. Ces contreparties variables ne sont pas significatives aux bornes du Groupe.

Une entité du Groupe peut être amenée à former un groupement avec un ou plusieurs tiers ou à appeler un tiers en sous-traitance. Dans ce type de situation, l'entité veille à conserver le contrôle exclusif de sa prestation de service vis-à-vis du client et ne remplit pas de fonction d'agent ou d'intermédiaire entre ce dernier et le tiers.

Les coûts d'obtention et de réalisation des contrats ne sont pas significatifs à l'échelle du Groupe.

### CARNET DE COMMANDES

Conformément aux exemptions autorisées par la norme IFRS 15, le Groupe a choisi d'exclure du carnet de commandes les contrats dont la durée est inférieure à un an ainsi que les prestations couvertes par un droit à facturer. Tenant compte de ces deux exemptions, le montant total du carnet de commandes, au sens de la norme, n'est pas significatif à la clôture de l'exercice 2023.

### DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES CLIENTS

Les créances commerciales sont initialement reconnues à la juste valeur moins les provisions pour dépréciation. Des dépréciations sont comptabilisées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie de la créance.

### PROVISION POUR PERTE À TERMINAISON

Dès qu'une perte à terminaison devient probable, elle est comptabilisée par constitution d'une provision. Elle est calculée dans le cadre de la méthode à l'avancement sous déduction de la perte déjà comptabilisée. La charge relative aux provisions pour perte à terminaison est comptabilisée au poste « Amortissements et provisions opérationnels courants, nets ».

### SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

Les subventions publiques et les crédits d'impôt relatifs à des dépenses d'exploitation sont comptabilisés en les rattachant au coût lié qu'ils compensent sur les périodes correspondantes :

- soit en déduction de la charge correspondante s'ils ont pour objet de couvrir une dépense identifiée ;
- soit en déduction sur la ligne « autres charges d'exploitation » s'ils sont octroyés dans un cadre plus général.

## CLIENTS

En millions d'euros	2023	2022
Créances clients	93,4	84,0
Factures à établir	21,8	16,3
Actifs de contrats *	68,0	68,7
<b>Valeur brute</b>	<b>183,2</b>	<b>169,0</b>
Dépréciation	(7,5)	(5,4)
<b>Valeur nette</b>	<b>175,7</b>	<b>163,6</b>

\* Un actif de contrat correspond au chiffre d'affaires calculé à l'avancement, sur la base d'un contrat au forfait, et non encore facturé.

Le Groupe a eu recours à l'affacturage de créances commerciales répondant aux critères de déconsolidation des créances cédées selon la norme IFRS 9 – Instruments financiers pour des montants nets de 41,8 millions au 31 décembre 2023 et de 35,6 millions

d'euros au 31 décembre 2022. En conséquence, les créances cédées ont été décomptabilisées dans la situation financière consolidée à ces deux dates.

## ANALYSE DE LA VARIATION DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT LIÉS À L'ACTIVITÉ

En millions d'euros	Ouverture	Variation nette	Autres	Clôture
Clients et comptes rattachés	163,6	21,9	(9,8)	175,7
Passifs de contrats*	(25,4)	(7,5)	(1,9)	(34,8)
<b>BFR – Clients</b>	<b>138,2</b>	<b>14,4</b>	<b>(11,7)</b>	<b>140,9</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	(35,3)	(5,7)	3,9	(37,1)
Créances fournisseurs	2,6	(0,3)	(0,3)	2,0
Charges constatées d'avance	5,9	1,8	(0,4)	7,3
<b>BFR – Fournisseurs</b>	<b>(26,8)</b>	<b>(4,2)</b>	<b>3,2</b>	<b>(27,8)</b>
Dettes sociales et fiscales	(98,8)	(6,4)	0,5	(104,7)
Autres dettes courantes	(17,0)	5,1	1,3	(10,6)
Créances sociales et fiscales	14,4	1,7	-	16,1
Autres créances courantes	0,6	0,8	(0,4)	1,0
<b>BFR – Autres</b>	<b>(100,8)</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>(98,2)</b>
<b>Total</b>	<b>10,6</b>	<b>11,4</b>	<b>(7,1)</b>	<b>14,9</b>

\* Un passif de contrat est représentatif de montants facturés et/ou d'encaissements enregistrés au titre d'un contrat et correspondants à des obligations de performance restant à honorer.

Le Groupe a cédé en décembre 2023 une créance de crédit impôt recherche détenue sur l'État français d'un montant de 7,3 millions d'euros (montant de la créance cédée 2022 : 5,5 millions d'euros). Cette cession répond aux critères de déconsolidation des créances selon la norme IFRS 9 – Instruments financiers.

Les variations regroupées dans la colonne « Autres » incluent notamment les variations de périmètre et les impacts de change.

Les créances sur les fournisseurs, charges constatées d'avance, créances sociales et fiscales et autres créances courantes constituent principalement les autres créances figurant à l'actif de la situation financière consolidée. Les passifs de contrat et

autres dettes courantes constituent les autres passifs courants figurant au passif de la situation financière consolidée.

## ANTÉRIORITÉ DES CRÉANCES CLIENTS

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le tableau ci-dessous synthétise les retards sur l'intégralité du poste « Clients et comptes rattachés » ainsi que les provisions constituées pour faire face aux litiges et défaillances des clients facturés :

En millions d'euros	2023			2022		
	Brut	Perte de valeur %	Perte de valeur	Brut	Perte de valeur %	Perte de valeur
Non échues	146,5	79,9%	-	138,3	81,8%	-
Echues depuis 30 jours au plus	12,4	6,8%	-	9,6	5,7%	-
Echues depuis 31 jours et jusqu'à 60 jours	5,3	2,9%	-	5,0	3,0%	-
Echues depuis 61 jours et jusqu'à 180 jours	6,8	3,7%	-	6,4	3,8%	-
Echues depuis plus de 181 jours	12,2	6,7%	7,5	9,7	5,7%	5,4
<b>Total</b>	<b>183,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,5</b>	<b>169,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>5,4</b>



## 5.2 Participations dans des entreprises associées hors Expleo Group

Les participations dans les entreprises associées hors Expleo Group ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

En millions d'euros	2023	2022
<b>Début d'exercice</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>
Dividendes	(1,3)	(0,9)
Quote-part du résultat - Activités poursuivies	0,7	1,2
Quote-part du résultat - Activités cédées	-	0,1
Ecart de conversion	0,1	-
Autres variations	4,9	-
<b>Fin d'exercice</b>	<b>5,8</b>	<b>1,4</b>

La rubrique « Autres variations » correspond à la valeur de la participation de MPH Global Services et ses filiales à la date du changement de méthode de consolidation (participation antérieurement consolidée selon la méthode de consolidation de l'intégration globale, voir note 2 – Faits marquants).

### INFORMATIONS CHIFFRÉES SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES HORS EXPLEO GROUP

Nom	Pays	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote	Valeur comptable (en millions d'euros)	
				2023	2022
MPH Global Services	France	49	49	4,6	-
Engage	France	25	25	0,3	0,2
Alphatest	France	49,84	49,84	0,7	0,9
Momentum	France	33,33	33,33	-	-
N3A	France	50	50	0,2	0,3

### ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DES ENTREPRISES ASSOCIÉES HORS EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2023	2022
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>118,3</b>	<b>82,1</b>
Résultat net	1,9	2,6
<b>Total résultat global</b>	<b>1,9</b>	<b>2,6</b>
Actifs non courants	1,8	0,2
Actifs courants	51,4	39,8
Passifs non courants	(1,3)	(0,5)
Passifs courants	(39,5)	(36,5)
<b>Actif net</b>	<b>12,4</b>	<b>3,0</b>

### INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AU TITRE DES PARTIES LIÉES

Le Groupe a défini quatre catégories de parties liées :

- les co-entreprises (hors Expleo Group dont les informations sont mentionnées dans la note 6.4 – Titres et obligations convertibles Expleo Group) ;
- les membres du Conseil d'administration d'Assystem S.A. et les mandataires sociaux d'Assystem S.A. (note 5.3.5 – Parties liées) ;
- la société HDL Development qui détient 74,21 % des droits de vote effectifs et fournit au Groupe des prestations en matière de management (note 5.3.5 – Parties liées) ;
- l'actionnaire minoritaire d'Assystem Radicon.

Les transactions avec les co-entreprises (hors Expleo Group) ont été les suivantes au cours de l'exercice :

En millions d'euros	2023	2022
<b>Données relatives au compte de résultat consolidé</b>		
Chiffre d'affaires	20,7	20,9
Autres produits et charges d'exploitation	(0,3)	2,0
<b>Données relatives à l'état de la situation financière consolidée</b>		
Créances clients et autres actifs courants	4,9	2,9
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	1,5	1,9

La SNC Momentum a émis des cautions pour un montant total de 13,2 millions d'euros, contre-garanties par ses actionnaires au prorata de leur participation. Le groupe Assystem est en conséquence engagé à hauteur de 33,33 % (sa participation au capital de Momentum), soit 4,4 millions d'euros.

Le Groupe enregistre un passif financier vis-à-vis de l'actionnaire minoritaire d'Assystem Radicon respectivement à hauteur de 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2023 et de 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2022.

## 5.3 Charges de personnel et avantages du personnel

### 5.3.1 DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL AU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'euros	2023	2022
Salaires et traitements	(301,7)	(257,1)
Autres charges de personnel	(99,5)	(86,1)
<b>Total</b>	<b>(401,2)</b>	<b>(343,2)</b>

### 5.3.2 EFFECTIFS

	Au 31 décembre 2023
France	4 249
Europe hors France	1 095
Asie - Moyen-Orient - Afrique	1 863
<b>Total Groupe</b>	<b>7 207</b>

### 5.3.3 AVANTAGES DU PERSONNEL

Le Groupe comptabilise des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies en matière d'engagement de retraite, en accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel le Groupe est implanté.

#### RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Ce sont les régimes en vertu desquels une entité verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et où son obligation se limite au montant versé à ladite entité. L'entité n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations complémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondants aux services rendus par le personnel au titre des exercices antérieurs à la cessation de son emploi.

Le risque actuariel (risque que les prestations soient plus importantes que prévu) et le risque de placement (risque que les actifs investis ne soient pas suffisants pour faire face aux prestations prévues) n'incombent pas à l'entité employeur.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

#### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies.

Dans ce cas, l'entité a l'obligation de payer les prestations convenues (niveau de prestations donné) aux membres du personnel en activité et aux anciens membres du personnel. Deux cas de figure peuvent se présenter :

- l'entité verse des cotisations à une entité distincte, mais doit payer des cotisations supplémentaires (ou payer des prestations non couvertes) si l'entité n'a pas suffisamment d'actifs pour honorer les avantages correspondants aux services rendus par le personnel ;
- l'entité assume elle-même le versement des prestations et couvre les avantages à servir par des actifs propres.

En conclusion, l'entité supporte le risque actuariel et le risque de placement.

Le Groupe dans ce cadre comptabilise ses engagements de retraite selon la méthode des unités de crédits projetées telle que requise par la norme IAS 19 – Avantages du personnel. Cette évaluation intègre des hypothèses de taux de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs.

La dette reconnue au bilan à chaque date de clôture est la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies : la valeur actuelle désigne la valeur actualisée des paiements futurs attendus pour éteindre l'obligation résultant des services rendus au cours de l'exercice et des exercices antérieurs moins la juste valeur des actifs de couverture.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Ils sont principalement constitués des engagements d'indemnités de départs en retraite dus au titre de la convention Syntec en France. L'acquisition des droits en fonction de l'ancienneté donne droit à une indemnité de fin de carrière.

## ENGAGEMENT NET RECONNU AU BILAN

En millions d'euros	2023	2022
Valeur actuelle des obligations financées ou partiellement financées en matière de retraite	17,5	19,3
Juste valeur des actifs	-	-
<b>Provision inscrite au bilan</b>	<b>17,5</b>	<b>19,3</b>

## VALEUR ACTUELLE DE L' ENGAGEMENT DE RETRAITE

En millions d'euros	2023	2022
<b>Montant du passif net de début d'exercice</b>	<b>19,3</b>	<b>22,4</b>
Coût des services rendus au cours de la période	2,1	1,5
Coût financier	0,4	0,5
Réévaluation du passif net comptabilisée par capitaux propres	(3,0)	(3,4)
Ecart de conversion	(0,3)	0,1
Augmentations et diminutions liées aux regroupements d'entreprises	-	(0,5)
Diminutions liées aux cessions de filiales	(0,3)	-
Prestations payées	(0,7)	(1,3)
<b>Montant du passif net de fin d'exercice</b>	<b>17,5</b>	<b>19,3</b>

Le coût des services rendus au cours de la période est comptabilisé au poste amortissements et provisions opérationnelles courantes et le coût financier en autres produits et charges financiers.

Les écarts actuariels comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global sont principalement constitués sur

l'exercice 2023 des effets liés à la modification de la table des taux de rotation du personnel et sur l'exercice 2022, de la hausse du taux d'actualisation (taux Bloomberg pris comme référence) retenu pour la France de 3,8 % (0,7 % au titre de l'exercice 2021).

## HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

En pourcentage	2023	2022
<b>France</b>		
Taux d'actualisation	3,4%	3,8%
Taux d'augmentation des salaires	3,2%	2,0%

## RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉFINIES

En millions d'euros	2023	2022
Montant comptabilisé en charges au titre des régimes de retraite à cotisations définies	(20,0)	(16,0)

## Analyse de sensibilité

Le passif comptabilisé au titre des indemnités de retraite (convention Syntec) est calculé en fonction d'hypothèses actuarielles : table de mortalité, rotation du personnel, niveau futur

des salaires, taux d'actualisation. Les variations de ces hypothèses peuvent affecter plus ou moins fortement le passif.

Le Groupe a choisi de présenter une analyse de sensibilité pour la zone France sur le taux d'actualisation des hypothèses affectant les capitaux propres (nets d'impôt) en cas de modification du taux :

#### TAUX D'ACTUALISATION

	Moins 0,5%	Plus 0,5%
Impact sur les capitaux propres en millions d'euros	(0,3)	0,3
Impact sur les capitaux propres en %	(0,1)%	0,1%
Impact sur le passif net en %	2,3%	(2,3)%

#### 5.3.4 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Conformément à la norme IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions, le Groupe comptabilise les transactions rémunérées par paiement en actions avec ses salariés sous forme d'une charge compensatoire.

La comptabilisation se fait à la juste valeur des avantages accordés aux salariés dans le cadre de plans d'attributions d'actions gratuites et de performance.

Elle se matérialise par l'enregistrement d'une charge linéarisée sur la période d'acquisition des droits (*vesting period*).

Ce retraitement réduit le résultat net consolidé par la constatation d'une charge opérationnelle non liée à l'activité, mais est sans effet sur le total des capitaux propres du Groupe.

#### ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES AVEC OU SANS CONDITION DE PERFORMANCE

	Plans 2019	Plans 2020	Plans 2021	Plans 2022	Plans 2023	Plans 2023
	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites
<b>En circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	<b>46 675</b>	<b>79 750</b>	<b>89 875</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Actions attribuées pendant la période	-	-	-	102 900	-	-
Actions auxquelles il est renoncé pendant la période	-	(1 375)	(2 125)	(600)	-	-
Actions livrées pendant la période	(46 675)	-	-	-	-	-
<b>En circulation au 31 décembre 2022</b>	<b>-</b>	<b>78 375</b>	<b>87 750</b>	<b>102 300</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Actions attribuées pendant la période	-	-	-	-	32 400	288 250
Actions auxquelles il est renoncé pendant la période	-	(2 500)	(3 750)	(4 450)	-	-
Actions livrées pendant la période	-	(35 875)	-	-	-	-
<b>En circulation au 31 décembre 2023</b>	<b>-</b>	<b>40 000</b>	<b>84 000</b>	<b>97 850</b>	<b>32 400</b>	<b>288 250</b>
<b>Année d'acquisition *</b>	<b>2022</b>	<b>2023/2025</b>	<b>2024/2025</b>	<b>2025/2027</b>	<b>2026</b>	<b>2030</b>

\* L'année d'acquisition varie selon les pays des bénéficiaires des plans.

#### JUSTE VALEUR DES ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES AVEC OU SANS CONDITION DE PERFORMANCE

	2023	2022
Juste valeur moyenne pondérée des actions gratuites attribuées sur l'exercice (en euros pour une unité)	38,54	38,04

#### 5.3.5 INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AU TITRE DES PARTIES LIÉES

Les rémunérations et avantages octroyés aux membres du Conseil d'administration dans le cadre de leurs mandats sociaux et autres mandataires sociaux sont les suivants :

En millions d'euros	2023	2022
Salaires et autres avantages à court terme *	(2,0)	(1,3)
Rémunérations allouées aux administrateurs au titre de leur activité	(0,3)	(0,2)
<b>Total</b>	<b>(2,3)</b>	<b>(1,5)</b>

\* Correspondent aux rémunérations directes (charges comprises) et indirectes enregistrées en charges de l'exercice et relatives aux mandataires sociaux. Les montants indiqués ci-dessus intègrent en 2023 des prestations facturées ou devant être facturées par la société HDL Development à la Société pour un montant de 1,1 million d'euros (0,6 million d'euros sur l'exercice 2022).

Le montant net des refacturations non réglées par Assystem S.A. à HDL Development à la clôture de l'exercice est de 1,1 million d'euros.

## 5.4 Autres charges et produits d'exploitation

En millions d'euros	2023	2022
Sous-traitance opérationnelle et achats sur affaires	(60,4)	(47,2)
Autres	(58,8)	(53,9)
<b>Total</b>	<b>(119,2)</b>	<b>(101,1)</b>

La catégorie « Autres » est principalement constituée des coûts informatiques, des frais de voyage et déplacement, des commissions et honoraires et des frais de publicité et relations publiques.

## 5.5 Amortissements et provisions opérationnels courants, nets

En millions d'euros	2023	2022
Dotations aux amortissements	(5,5)	(5,1)
Dotations aux amortissements de droits d'utilisation au titre de contrats de location	(9,9)	(9,0)
Variation nette des provisions	(4,1)	(2,2)
<b>Total</b>	<b>(19,5)</b>	<b>(16,3)</b>

## 5.6 Paiements fondés sur des actions et produits et charges opérationnels non liés à l'activité

Les charges liées aux actions gratuites et de performance sont présentées dans la rubrique « Paiements fondés sur des actions » du compte de résultat consolidé (voir note 5.3.4 – Paiements fondés sur des actions) et s'élèvent au titre de l'exercice 2023 à 3,4 millions d'euros (y inclus le forfait social) et au titre de l'exercice 2022 à 1,8 million d'euros.

Les produits et charges opérationnels non liés à l'activité sont constitués :

- des coûts d'acquisition ou de cession (honoraires externes liés aux opérations de croissance externe ou de cessions) ;

- des plus ou moins-values de cession d'activités, hors celles relevant de la norme IFRS 5 prises en compte dans la rubrique « Résultat net des activités cédées » pour leur montant net de la charge ou du produit d'impôt correspondant ;
- des produits et charges liés à des événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, constitués principalement des coûts de restructuration, des pertes de valeur des actifs (y compris les goodwill), et d'autres produits et charges d'une matérialité significative.

En millions d'euros	2023	2022
Frais d'acquisitions	(0,2)	(1,2)
Résultat de cession consolidé des activités Pacifique	4,1	-
Reprise de provision pour litige fiscal *	4,8	-
Autres produits et charges non liés à l'activité	(0,6)	-
<b>Total</b>	<b>8,1</b>	<b>(1,2)</b>

\* Voir note 9 - Provisions.

## NOTE 6 INVESTISSEMENTS EN ACTIFS NON COURANTS

### 6.1 Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères de la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles, seuls les éléments dont le coût peut être estimé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Elles sont essentiellement composées de logiciels (immobilisations à durée de vie finie) qui sont amortis sur la durée d'utilité comprise en fonction de la typologie des logiciels entre 3 à 5 ans de façon linéaire :

- logiciels de gestion : 5 ans ;
- logiciels de production : 3 à 5 ans ;
- logiciels de bureautique : 1 à 3 ans.

En ce qui concerne les immobilisations générées en interne, le Groupe immobilise les frais de développement dès lors qu'ils remplissent l'ensemble des conditions définies par la norme IAS 38.

Les coûts devant être activés sont ceux qui sont encourus à partir de la date à laquelle le Groupe peut démontrer tout ce qui suit :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou en vente ;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation générera des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité actuelle ou future des ressources nécessaires pour réaliser le projet ;
- sa capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif.

Toutes les dépenses pouvant être directement attribuées ou affectées sur une base raisonnable, cohérente et permanente, à la création, la production et la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée sont immobilisées. En sont exclus les coûts de vente, coûts administratifs et frais généraux indirects. Elles sont amorties sur la durée d'utilité. Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti (coût historique à la date de comptabilisation initiale majoré des dépenses ultérieures amortissables et diminuées des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées).

En millions d'euros	2023	2022
<b>Début d'exercice</b>	<b>3,6</b>	<b>4,5</b>
Acquisitions	0,8	1,1
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	0,2	0,1
Amortissements	(1,3)	(1,4)
Effets de change	(0,1)	-
Reclassement dans la rubrique « Actifs détenus en vue de la vente »	-	(0,4)
Autres variations	-	(0,3)
<b>Fin d'exercice</b>	<b>3,2</b>	<b>3,6</b>
Valeur brute de fin d'exercice	13,6	14,0
Cumul des amortissements et des pertes de valeur à la fin de l'exercice	(10,4)	(10,4)

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées des logiciels exploités par le Groupe.

## 6.2 Immobilisations corporelles

Conformément aux critères d'IAS 16, sont enregistrés en immobilisations corporelles les biens détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services, soit pour être utilisés à des fins administratives. Ces biens sont comptabilisés à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité dans les conditions suivantes :

- installations et agencements divers : 3 à 10 ans ;
- matériel de transport : 3 à 5 ans ;
- matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans ;
- mobilier : 10 ans.

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur de l'immobilisation ou comptabilisés séparément s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant sont comptabilisés en charges.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

En millions d'euros	Terrains, constructions et agencements	Matériel informatique	Autres	Total
<b>Valeur brute au 1er janvier 2022</b>	<b>11,2</b>	<b>14,9</b>	<b>15,8</b>	<b>41,9</b>
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	(8,4)	(11,7)	(8,9)	(29,0)
<b>Valeur nette au 1er janvier 2022</b>	<b>2,8</b>	<b>3,2</b>	<b>6,9</b>	<b>12,9</b>
Acquisitions	-	1,6	1,5	3,1
Amortissements	(0,5)	(1,7)	(1,8)	(4,0)
Immobilisations corporelles reclassées comme actifs détenus en vue de la vente	-	-	(0,1)	(0,1)
Autres variations	(0,4)		0,2	(0,2)
<b>Valeur brute au 31 décembre 2022</b>	<b>7,6</b>	<b>16,2</b>	<b>16,7</b>	<b>40,5</b>
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2022	(5,7)	(13,1)	(10,0)	(28,8)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2022</b>	<b>1,9</b>	<b>3,1</b>	<b>6,7</b>	<b>11,7</b>
Acquisitions	0,3	2,2	1,7	4,2
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	0,2	-	0,1	0,3
Diminutions liées aux cessions de filiales	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,4)
Amortissements	(0,4)	(2,0)	(1,8)	(4,2)
Cessions et mises au rebut	(0,1)	-	(0,2)	(0,3)
Effets de change	-	(0,1)	(0,2)	(0,3)
<b>Valeur brute au 31 décembre 2023</b>	<b>6,5</b>	<b>16,1</b>	<b>13,8</b>	<b>36,4</b>
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2023	(4,8)	(13,0)	(7,6)	(25,4)
<b>Valeur nette au 31 décembre 2023</b>	<b>1,7</b>	<b>3,1</b>	<b>6,2</b>	<b>11,0</b>

### 6.3 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont définis selon IAS 40, comme des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, ou pour valoriser le capital, ou les deux plutôt que pour les utiliser dans la production ou à des fins administratives.

Les immeubles de placement sont valorisés à leur juste valeur avec variation de juste valeur imputée au compte de résultat de la période.

L'immeuble comptabilisé au 31 décembre 2023 au poste « Immeubles de placement » est un bien détenu en pleine propriété situé à Equeurdreville. Il est évalué à la juste valeur. Une évaluation a été effectuée au cours de l'exercice 2020 par un expert indépendant n'ayant aucun lien juridique avec le Groupe. La méthode d'évaluation utilisée, conforme aux normes IFRS, fait référence à des transactions sur des biens similaires récemment opérées et s'inscrivant dans un même marché, ainsi qu'à une approche par la valeur de rendement. De plus, il y a lieu de considérer les grandes tendances du marché.

Au 31 décembre 2023, la valeur de l'immeuble de placement est de 1,3 million d'euros (1,3 million d'euros au 31 décembre 2022).

Il est, par ailleurs, précisé que l'économie du contrat de bail associé au bâtiment d'Equeurdreville n'a pas significativement évolué depuis la dernière évaluation. Les conditions de marché sur le segment « Immobilier d'entreprise » à Equeurdreville n'ont pas évolué de manière significative sur l'exercice 2023.

## 6.4 Titres et obligations convertibles Expleo Group

La participation d'Assystem dans les instruments de fonds propres et quasi-fonds propres d'Expleo Group est comptabilisée dans l'état de la situation financière consolidée au poste « Titres et obligations convertibles Expleo Group ». Les obligations convertibles Expleo Group sont valorisées à la juste valeur par le résultat.

En millions d'euros	2023	2022
<b>Début d'exercice</b>	<b>181,3</b>	<b>173,6</b>
Quote-part du résultat	(11,5)	(1,3)
Produit des obligations convertibles	13,0	11,9
Autres éléments du résultat global	(0,1)	(2,0)
Résultat de dilution	-	(0,8)
Écarts de conversion	(0,4)	-
Autres variations	(2,3)	(0,1)
<b>Fin d'exercice</b>	<b>180,0</b>	<b>181,3</b>
Part titres mise en équivalence	22,8	37,1
Part obligations convertibles	157,2	144,2

Le pourcentage de détention dans Expleo Group de 37,22 % est identique en 2023 et 2022.

Dans le cadre de l'extension de maturité de la dette senior du groupe Expleo, l'Assemblée Générale des Associés d'Expleo a voté en juillet 2023, l'extension de la date de maturité des obligations convertibles (tranche 1 et tranche 2) jusqu'au 30 septembre 2029. Les autres caractéristiques de ces obligations convertibles demeurent inchangées.

## INFORMATIONS CHIFFRÉES SUR EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2023	2022
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 386,7</b>	<b>1 273,3</b>
Résultat net	(30,9)	(3,5)
Autres éléments du résultat global	(1,5)	(5,4)
<b>Total résultat global</b>	<b>(32,4)</b>	<b>(8,9)</b>
Actifs non courants	1 137,8	1 120,5
Actifs courants	427,2	437,6
Passifs non courants	(1 032,8)	(953,0)
Passifs courants	(459,2)	(500,0)
<b>Actif net</b>	<b>73,0</b>	<b>105,1</b>

## INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2023	2022
<b>Données relatives au compte de résultat consolidé</b>		
Chiffre d'affaires	0,2	0,9
Autres produits et charges d'exploitation	(0,2)	(0,3)
Produits financiers	13,0	11,9
Produits et charges non récurrents	-	0,1
Résultat net des activités cédées	-	28,3
<b>Données relatives à l'état de la situation financière consolidée</b>		
Créances clients et autres actifs courants	-	0,2
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	-	0,4
Obligations convertibles Expleo Group	157,2	144,2



## 6.5 Actifs financiers non courants

### INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, les titres non consolidés sont enregistrés à leur juste valeur. Les résultats de juste valeur comme les résultats de cession sont enregistrés selon l'intention du management soit dans le compte de résultat « Autres produits et charges financiers » ou en capitaux propres dans la rubrique des « Autres éléments du résultat global » et ne sont pas recyclés en résultats.

### AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont issus de la fourniture de services, de biens mais aussi de fonds monétaires à un débiteur sans intention de les négocier. Ils sont évalués au coût amorti suite à leur comptabilisation initiale. Ils sont dépréciés en fonction du modèle des pertes attendues en application d'IFRS 9.

En millions d'euros	2023	2022
<b>Début d'exercice</b>	<b>141,3</b>	<b>147,7</b>
Augmentations	1,1	1,6
Remboursements	(0,2)	(2,8)
Variations liées aux cessions de filiales	5,9	-
Variation de juste valeur de la participation Framatome	70,9	-
Effets de l'actualisation	(0,2)	(1,2)
Autres variations	-	(2,7)
Reclassement dans la rubrique « Actifs détenus en vue de la vente »	-	(1,3)
<b>Fin d'exercice</b>	<b>218,8</b>	<b>141,3</b>

Les autres actifs financiers non courants sont principalement constitués de la juste valeur de la participation dans la société Framatome pour 205,0 millions d'euros (voir note 2 – Faits marquants). Cette dernière est évaluée à la juste valeur par le résultat.

Ils sont également constitués par les dépôts de garantie octroyés aux établissements avec lesquels le Groupe contracte ses engagements de location immobilière. Ces dépôts sont restitués

au Groupe à la fin du bail. Le Groupe s'engageant généralement avec des acteurs de premier plan sur le marché de l'immobilier, le risque de crédit correspondant est très limité.

Sont également incluses dans cette rubrique les sommes versées sous forme de prêts remboursables dans le cadre du paiement pour l'effort à la construction (France uniquement). Ces prêts sont remboursables à l'issue d'une période de vingt ans par des organismes publics et font l'objet d'un calcul de coût amorti.

## 6.6 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations du tableau de flux de trésorerie consolidé

En millions d'euros	2023	2022
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(0,8)	(0,9)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4,2)	(3,1)
<b>Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>(5,0)</b>	<b>(4,0)</b>

En millions d'euros	2023	2022
Prix de cession des immobilisations	0,3	0,1
<b>Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>

**NOTE 7****CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION****7.1 Actions**

<i>(en nombre d'actions)</i>	<b>Actions ordinaires</b>	
	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Début d'exercice</b>	<b>15 668 216</b>	<b>15 668 216</b>
Actions d'autocontrôle	(788 718)	(833 400)
<b>Fin d'exercice</b>	<b>14 879 498</b>	<b>14 834 816</b>
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	15 668 216	15 668 216
Valeur nominale de l'action (en euros)	1,00	1,00

Au 31 décembre 2023, les actions Assystem S.A. sont ventilées comme suit :

- nombre d'actions à droit de vote simple : 5 297 243 ;
- nombre d'actions à droit de vote double : 9 582 255.

Chacune des actions donne droit à dividende dans les mêmes conditions.

Les actions d'autocontrôle sont privées de droit de vote.

**7.2 Actions propres**

Conformément à IAS 32, les actions de la société tête de Groupe détenues par elle-même ou une de ses filiales sont comptabilisées en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Aucune variation de juste valeur de ces actions n'est comptabilisée. Les plus ou moins-values de cession nettes d'impôt des actions d'autocontrôle sont directement imputées en capitaux propres.

<i>(en nombre d'actions)</i>	<b>Actions d'autocontrôle</b>	
	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Début d'exercice</b>	<b>833 400</b>	<b>876 771</b>
Achats d'actions propres	149 961	66 028
Cessions d'actions propres	(158 768)	(62 724)
Actions propres livrées au bénéfice des salariés et mandataires sociaux *	(35 875)	(46 675)
<b>Fin d'exercice</b>	<b>788 718</b>	<b>833 400</b>
<b>Valeur des actions propres dans les capitaux propres (en millions d'euros)</b>	<b>(23,1)</b>	<b>(21,7)</b>

\* Voir note 5.3.4 – Paiements fondés sur des actions.

## 7.3 Résultat par action

### RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat de base par action 2023 est le suivant :

	2023	2022 activités poursuivies	2022 activités abandonnées	2022 Total
Résultat net – part du Groupe	102,0	35,1	13,8	48,9
<b>Résultat de base attribuable aux actionnaires du groupe</b>	<b>102,0</b>	<b>35,1</b>	<b>13,8</b>	<b>48,9</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	14 851 867	14 812 512	14 812 512	14 812 512
<b>Résultat de base par action (en euros)</b>	<b>6,87</b>	<b>2,37</b>	<b>0,93</b>	<b>3,30</b>

### RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe ajusté des effets des instruments potentiellement dilutifs, nets de l'effet de l'impôt correspondant. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation. Les actions propres portées en diminution des capitaux propres ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action de base et dilués.

Au sein du Groupe, les instruments dilutifs correspondent aux actions gratuites et de performance.

Les instruments de dilution sont pris en compte si et seulement si leur effet de dilution diminue le bénéfice par action ou augmente la perte par action. Selon IAS 33, s'il est supérieur au résultat de base par action, le résultat dilué par action tel que calculé est considéré comme non représentatif et est ramené au résultat de base par action.

Le résultat dilué par action 2023 est le suivant :

	2023	2022 activités poursuivies	2022 activités abandonnées	2022 Total
<b>Résultat de base attribuable aux actionnaires du Groupe</b>	<b>102,0</b>	<b>35,1</b>	<b>13,8</b>	<b>48,9</b>
<b>Résultat utilisé dans le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>102,0</b>	<b>35,1</b>	<b>13,8</b>	<b>48,9</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	14 851 867	14 812 512	14 812 512	14 812 512
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice				
• Actions gratuites et/ou de performance	172 100	268 425	268 425	268 425
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dans le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>15 023 967</b>	<b>15 080 937</b>	<b>15 080 937</b>	<b>15 080 937</b>
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>6,79</b>	<b>2,33</b>	<b>0,92</b>	<b>3,24</b>

## 7.4 Dividendes par action

	2024*	2023	2022
Date de versement des dividendes sur les résultats de l'exercice précédent	Au plus tard le 12 juillet 2024	07/07/2023	08/07/2022
Date de la proposition de distribution sur les résultats de l'exercice précédent à l'assemblée générale	24 mai 2024	05/06/2023	03/06/2022
Montant total de la distribution (en millions d'euros) sur les résultats de l'exercice précédent *	186,0	14,8	14,7
Dividende par action (en euros) sur les résultats de l'exercice précédent	12,50	1,00	1,00

\* Soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

Le montant estimé de la distribution de dividende soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale est de 186 millions d'euros.

## NOTE 8

## FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

### 8.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le montant figurant à l'actif du bilan dans le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

La trésorerie nette figurant dans le tableau des flux de trésorerie comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

En millions d'euros	2023	2022
Trésorerie	35,8	28,5
Équivalents de trésorerie	0,6	-
<b>Total</b>	<b>36,4</b>	<b>28,5</b>

Le rapprochement entre les montants de trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie et le bilan est présenté dans le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	2023	2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28,5	25,7
Découverts bancaires	-	-
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>28,5</b>	<b>25,7</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36,4	28,5
Découverts bancaires	-	-
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>36,4</b>	<b>28,5</b>

### 8.2 Dettes financières

Les emprunts et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur nette des frais de transaction puis au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant : si les passifs doivent être réglés dans les douze mois après la clôture de l'exercice, ils sont classés en passif courant.

#### EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES (COURANTS ET NON COURANTS)

En millions d'euros	Début d'exercice	Augmentations	Remboursements	Autres Variations	Diminutions liées aux filiales cédées	Fin d'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	76,0	9,7	-	-	-	85,7
Dettes financières diverses	-	-	-	0,1	-	0,1
<b>Total non courant</b>	<b>76,0</b>	<b>9,7</b>	<b>-</b>	<b>0,1</b>	<b>-</b>	<b>85,8</b>
Dettes financières diverses	3,4	-	(0,9)	0,6	(0,3)	2,8
<b>Total courant</b>	<b>3,4</b>	<b>-</b>	<b>(0,9)</b>	<b>0,6</b>	<b>(0,3)</b>	<b>2,8</b>
Emprunts auprès des établissements de crédit	76,0	9,7	-	-	-	85,7
Dettes financières diverses	3,4	-	(0,9)	0,7	(0,3)	2,9
<b>Total</b>	<b>79,4</b>	<b>9,7</b>	<b>(0,9)</b>	<b>0,7</b>	<b>(0,3)</b>	<b>88,6</b>

L'augmentation des emprunts auprès des établissements de crédit est constituée du tirage sur le crédit renouvelable à hauteur de 11,0 millions d'euros, diminué des frais engagés dans le cadre de la renégociation de la dette bancaire pour un montant de 1,3 million d'euros.

Le Groupe a par ailleurs remboursé un montant de 0,9 million d'euros correspondant aux comptes courants dus à la date de cession aux entités des activités Staffing et Pacifique.

## 8.3 Instruments dérivés financiers

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de mise en place et sont ensuite réévalués. La méthode de reconnaissance des profits et pertes de juste valeur dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et le cas échéant de la nature de l'élément couvert.

Le Groupe documente au moment de la transaction la relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture. Le Groupe documente également ses estimations, à la date de mise en place et de manière prospective afin de statuer sur le caractère efficace de la couverture pour parvenir à compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie attribuable au risque couvert.

### COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)

Elle est destinée à la couverture de l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou passif ou à un engagement d'acquérir ou de vendre un actif à un prix déterminé, qui est attribuable à un risque particulier et qui affectera le résultat présenté. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

### COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE (CASH FLOW HEDGE)

Elle est destinée à la couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction prévue et qui affectera le résultat.

Le Groupe applique la comptabilisation de couverture de flux de trésorerie lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- tenir une documentation interne sur la couverture mise en place ;
- la couverture est hautement efficace ;
- la transaction prévue qui fait l'objet de la couverture est hautement probable et comporte une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait in fine affecter le résultat.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en autres éléments du résultat global pour la partie dite « efficace » et la partie non efficace est imputée dans le compte de résultat de la période. Si l'instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé, le profit ou la perte initialement comptabilisée en autres éléments du résultat global doit être maintenu séparément en autres éléments du résultat global tant que la transaction prévue ne s'est pas produite. Si l'on ne s'attend plus à ce que l'engagement ou la transaction se produise, tout résultat net comptabilisé directement en autres éléments du résultat global est transféré au compte de résultat.

## DÉRIVÉS DE CHANGE

Le Groupe a poursuivi sa politique de couverture du risque de change (voir note 2.1.2.4 – Risques financiers du présent document d'enregistrement universel) par la mise en place de nouvelles couvertures constituées de ventes et achats à terme de devises et de swaps de trésorerie. Les instruments dérivés de change comptabilisés représentent un montant de 0,4 million au 31 décembre 2023 et de 0,3 million d'euros au 31 décembre 2022.

## DÉRIVÉS DE TAUX

Le Groupe n'a pas souscrit de dérivés de taux d'intérêt au cours de l'exercice.

## 8.4 Informations sur l'endettement net

La trésorerie et l'endettement financier sont constitués à l'actif des postes « trésorerie et équivalents de trésorerie » et des dérivés actifs courants et non courants (inclus dans le poste « autres actifs financiers ») et au passif des postes « Emprunts et dettes financières » et « Juste valeur des instruments financiers dérivés ».

L'endettement financier net correspond à l'endettement financier brut (emprunts obligataires, autres passifs financiers et instruments financiers dérivés courants et non courants) diminué de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés actifs courants et non courants. Il se décompose comme suit :

En millions d'euros	Solde au 31 décembre 2023	Échéancier					
		2024	2025	2026	2027	2028	+ 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit *	87,0	-	-	-	-	87,0	-
Dettes financières diverses	2,9	2,8	-	-	-	-	0,1
<b>Total endettement brut</b>	<b>89,9</b>	<b>2,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>87,0</b>	<b>0,1</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(36,4)						
Frais de crédit non amortis	(1,3)						
<b>Total endettement net</b>	<b>52,2</b>						

\* Les frais de crédit non amortis au 31 décembre 2023 (- 1,3 million d'euros) ne sont pas valorisés dans l'échéancier des emprunts auprès des établissements de crédit.

Compte tenu de la trésorerie disponible de 36,4 millions d'euros à la clôture de l'exercice et de la possibilité ouverte à la Société de procéder à des tirages complémentaires à celui existant au 31 décembre 2023 sur sa ligne de crédit renouvelable à hauteur

de 143,0 millions d'euros, le Groupe dispose des moyens financiers lui permettant de faire face à ses engagements sur les douze prochains mois et ainsi d'assurer sa continuité d'exploitation.

L'endettement net converti au cours de clôture et réparti par devise se décompose comme suit :

En millions d'euros	Solde au 31 décembre 2023	EUR	GBP	USD	Autres devises
<b>Total endettement net</b>	<b>52,2</b>	<b>70,4</b>	<b>(4,5)</b>	<b>(3,4)</b>	<b>(10,3)</b>

## 8.5 Produits et charges financiers

Produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement

Les produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement sont constitués de l'ensemble des résultats produits par des éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

Les variations de juste valeur des actifs et passifs financiers inclus dans les postes cités ci-dessus sont exclues du coût de l'endettement financier net, et classées dans les autres produits et charges financiers nets.

En millions d'euros	2023	2022
Intérêts sur dettes financières	(3,7)	(0,9)
Impact de change	1,7	0,6
Autres produits et charges financiers liés à l'endettement net	(3,2)	(1,2)
<b>Produits et charges financiers sur trésorerie et endettement</b>	<b>(5,2)</b>	<b>(1,5)</b>

## Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers sont ceux qui ne sont pas de nature opérationnelle (produits financiers provenant de l'activité principale de l'entreprise, d'une filiale ou branche d'activité et les produits financiers connexes à une activité commerciale) et qui ne ressortent pas du coût de l'endettement financier net.

Ils sont principalement constitués des dividendes des sociétés non consolidées, des dépréciations des actifs disponibles à la vente, des résultats de cession des actifs disponibles à la vente, des dépréciations et pertes sur cession d'autres actifs financiers courant et non courant, des effets de l'actualisation des provisions, des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers, d'autres produits et charges financiers divers.

En millions d'euros	2023	2022
Charges financières relatives aux dettes locatives au titre de droits d'utilisation	(1,1)	(1,1)
Variation de juste valeur de la participation Framatome	70,9	-
Effets de l'actualisation	(0,6)	(1,6)
Coût amorti des passifs financiers	-	(0,1)
Dividendes Framatome	2,6	4,1
Produits (charges) comptabilisés au titre de l'hyperinflation en Turquie	-	4,3
Autres	1,2	(1,2)
<b>Total autres produits et charges financiers</b>	<b>73,0</b>	<b>4,4</b>

## 8.6 Gestion du risque financier

La politique de gestion des risques est décrite en détail dans le chapitre 2, section 2.1.2.4 – Risques financiers du document d'enregistrement universel émis par la Société au titre de l'exercice 2023.

Le Groupe présente dans cette note des éléments chiffrés relatifs à la gestion des risques.

### EXPOSITION AU RISQUE DE CONVERSION EN EUROS DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES LIBELLÉS EN DEVISES LOCALES

Le Groupe est exposé au risque de conversion en euros des états financiers des filiales étrangères libellés en devises locales, principalement sur les parités euro/livre turque, euro/riyal saoudien et euro/livre sterling.

La situation nette des filiales opérant dans les pays correspondants est présentée dans le tableau ci-dessous :

Les taux de clôture de ces devises ont évolué comme suit en 2023 :

En millions de devises locales	TRY	SAR	GBP
Actif non courant	610,7	109,8	22,2
Actif courant	278,1	194,9	30,3
<b>Total Actif</b>	<b>888,8</b>	<b>304,7</b>	<b>52,5</b>
Passif non courant	4,9	18,4	2,8
Passif courant	393,4	145,9	24,7
<b>Total Passif</b>	<b>398,3</b>	<b>164,3</b>	<b>27,5</b>
<b>Situation nette de clôture en devise locale</b>	<b>490,5</b>	<b>140,4</b>	<b>25,0</b>
<b>Situation nette de clôture convertie en euro</b>	<b>14,7</b>	<b>33,7</b>	<b>28,8</b>

	2023	2022	Var en %
Pour 1 TRY = x EUR	0,03	0,05	-40 %
Pour 1 SAR = x EUR	0,24	0,25	-4 %
Pour 1 GBP = x EUR	1,15	1,13	2 %

### EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux auquel le Groupe est exposé provient de sa dette composée d'un crédit renouvelable de 170,0 millions d'euros à échéance novembre 2028, utilisé au 31 décembre 2023 à hauteur de 27,0 millions d'euros et un crédit d'investissement de 60,0 millions d'euros. Les deux crédits sont indexés sur l'Euribor de la période considérée soit un et/ou trois mois. Ces dettes ne font pas l'objet d'une couverture de taux d'intérêt.

### ÉCHÉANCES CONTRACTUELLES RÉSIDUELLES

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit (paiements d'intérêts inclus). Les flux futurs présentés ci-dessous, à la fois les coupons et les remboursements, ne sont pas actualisés.

En millions d'euros	Valeur comptable 2023	Flux de trésorerie contractuels	- 1 an	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dettes financières	88,6	111,2	7,1	103,9	0,1
Fournisseurs	37,1	37,1	37,1	-	-
Autres passifs courants *	10,6	10,6	10,6	-	-
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>136,3</b>	<b>158,9</b>	<b>54,8</b>	<b>103,9</b>	<b>0,1</b>

\* Hors dettes sociales et fiscales et passifs de contrats.

## NOTE 9 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise des provisions dans le cas où il a une obligation actuelle, contractuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources non représentatives d'avantages économiques et lorsque cette obligation peut être estimée de façon fiable conformément à la norme IAS 37.

Si l'effet est significatif, les provisions sont actualisées par l'utilisation d'un taux prenant en compte des risques spécifiques à la transaction et à la maturité de la provision. L'effet de l'actualisation est comptabilisé en résultat financier.

En millions d'euros	Début d'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Diminutions liées aux filiales cédées	Fin d'exercice
Risques sociaux et fiscaux	16,5	0,8	(0,9)	(6,3)	-	10,1
Autres	0,5	-	(0,4)	-	(0,1)	-
<b>Total non courant</b>	<b>17,0</b>	<b>0,8</b>	<b>(1,3)</b>	<b>(6,3)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>10,1</b>
Garantie sur projets au forfait et pertes à terminaison	0,4	0,3	-	(0,3)	(0,1)	0,3
Risques sociaux et fiscaux	1,0	1,4	(0,1)	(0,3)	(0,1)	1,9
Autres	1,9	1,3	(0,4)	(0,9)	-	1,9
<b>Total courant</b>	<b>3,3</b>	<b>3,0</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(1,5)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>4,1</b>
Garantie sur projets au forfait et pertes à terminaison	0,4	0,3	-	(0,3)	(0,1)	0,3
Risques sociaux et fiscaux	17,5	2,2	(1,0)	(6,6)	(0,1)	12,0
Autres	2,4	1,3	(0,8)	(0,9)	(0,1)	1,9
<b>Total</b>	<b>20,3</b>	<b>3,8</b>	<b>(1,8)</b>	<b>(7,8)</b>	<b>(0,3)</b>	<b>14,2</b>

La Société a fait l'objet d'une notification de redressement fiscal fin 2014 à hauteur de 13,5 millions d'euros portant sur des montants de crédit impôt recherche (CIR) enregistrés au titre des exercices 2010, 2011 et 2012 par son ancienne filiale Assystem France, membre de son groupe d'intégration fiscale pour lesdits exercices.

Assystem France a transféré ce risque à la Société en fin d'année 2016 moyennant paiement d'une indemnité d'un montant de 7,3 millions d'euros, la Société provisionnant en contrepartie ce même montant.

Compte tenu de l'émission fin 2017, par l'Administration fiscale d'avis de mise en recouvrement, le risque correspondant a fait l'objet d'une provision complémentaire durant l'exercice 2017 dans les comptes de la Société. Il est depuis intégralement provisionné, en principal et intérêts de retard potentiels.

La Société a contesté en totalité la validité de ce redressement par voie de réclamation contentieuse puis, au cours de l'exercice 2020, auprès du tribunal administratif compétent.

Le 30 juin 2021, l'Administration a fait droit à la contestation précitée en accordant à la Société au seul titre de l'exercice 2010 un dégrèvement de 1,8 million d'euros en droits et de 0,3 million d'euros d'intérêts de retard.

Le Tribunal Administratif de Montreuil a rendu le 6 avril 2023, un jugement faisant partiellement droit à la Société au titre des exercices 2011 et 2012 à hauteur respectivement de 2,1 millions d'euros et 2,7 millions d'euros s'agissant des exercices 2011 et 2012.

La Société a décidé de faire appel de cette décision auprès de la Cour Administrative d'Appel de Paris le 9 juin 2023 en apportant des éléments complémentaires de façon à faire valoir au mieux ses arguments.

Au 31 décembre 2023, la provision pour ce risque s'élève à 8,3 millions d'euros.



**NOTE 10****DETTES SUR ACQUISITIONS DE TITRES ET AUTRES PASSIFS  
(COURANTS OU NON COURANTS)**

Le Groupe peut prendre auprès d'actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations, matérialisés sous forme d'options de vente qui leur sont consenties. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie.

Le Groupe enregistre donc un passif financier au titre des options de vente consenties aux actionnaires minoritaires des entités concernées. Le passif est comptabilisé initialement pour la valeur actuelle du prix d'exercice, puis lors des arrêts ultérieurs, sur la base de la juste valeur des actions potentiellement achetées si le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur. La variation ultérieure de juste valeur de l'engagement est comptabilisée en résultat financier.

Par ailleurs, il enregistre au passif non courant des montants actualisés relatifs aux engagements de paiements de dividendes aux actionnaires tiers.

Le Groupe n'a pas comptabilisé à la clôture de l'exercice 2023 de dettes sur acquisitions de titres (courantes et non courantes) et d'autres passifs non courants.

**NOTE 11****INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS  
ET PASSIFS FINANCIERS****11.1 Classification comptable des actifs et passifs financiers****ACTIFS FINANCIERS**

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des actifs financiers du Groupe sur les deux derniers exercices :

En millions d'euros	2023					2022
	Valeur au bilan	Désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Coût amorti	Valeur au bilan
Obligations convertibles Expleo Group	157,2	157,2	-	-	-	144,2
Autres actifs financiers	218,8	205,0	-	-	13,8	141,3
Clients et comptes rattachés	175,7	-	-	-	175,7	163,6
Autres créances *	3,0	-	-	-	3,0	3,2
Autres actifs courants	0,8	-	-	0,4	0,4	1,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36,4	-	-	-	36,4	28,5
<b>Total</b>	<b>591,9</b>	<b>362,2</b>	<b>-</b>	<b>0,4</b>	<b>229,3</b>	<b>482,1</b>

\* Hors créances sociales et fiscales et charges constatées d'avance.

## PASSIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des passifs financiers du Groupe sur les deux derniers exercices :

En millions d'euros	2023				2022
	Valeur au bilan	Désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Évalués par le résultat	Coût amorti	Valeur au bilan
Emprunts et dettes financières courants et non courants	88,6	-	-	88,6	79,4
Dettes locatives au titre de droits d'utilisation	32,9	-	-	32,9	32,3
Fournisseurs et comptes rattachés	37,1	-	-	37,1	35,3
Dettes sur immobilisations	0,1	-	-	0,1	0,1
Autres passifs courants *	10,6	-	-	10,6	17,0
<b>Total</b>	<b>169,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>169,3</b>	<b>164,1</b>

\* Hors dettes sociales et fiscales et passifs de contrats.

## 11.2 Hiérarchie de juste valeur

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers et s'appuie sur cette classification, en conformité avec les normes comptables internationales, pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan :

- catégorie niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transaction observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture), ou qui ne le sont que partiellement.

La hiérarchie de juste valeur par classe d'instruments financiers s'établit comme suit au 31 décembre 2023 :

En millions d'euros	2023			Total
	Catégorie niveau 1 Prix de marché	Catégorie niveau 2 Modèles avec paramètres observables	Catégorie niveau 3 Modèles avec paramètres non observables	
Obligations convertibles Expleo Group	-	-	157,2	157,2
Participation dans Framatome	205,0	-	-	205,0
Dérivés	-	-	0,4	0,4
<b>Total</b>	<b>205,0</b>	<b>-</b>	<b>157,6</b>	<b>362,6</b>

## NOTE 12 IMPÔTS

### 12.1 Impôts comptabilisés au cours de la période

En millions d'euros	2023	2022
Impôts exigibles	(10,2)	(6,8)
Impôts différés	1,7	0,2
<b>Total inscrit au compte de résultat</b>	<b>(8,5)</b>	<b>(6,6)</b>
Impôts relatifs aux actions propres	(0,5)	0,1
Impôts comptabilisés en autres éléments du résultat global	(0,4)	(1,1)
<b>Total affecté directement aux capitaux propres</b>	<b>(0,9)</b>	<b>(1,0)</b>
Impôts exigibles	(10,2)	(6,8)
Impôts différés	0,8	(0,8)
<b>Total de la période</b>	<b>(9,4)</b>	<b>(7,6)</b>

### 12.2 Preuve d'impôt

L'impôt sur les résultats du Groupe diffère du montant théorique résultant de l'application du taux applicable aux résultats des sociétés consolidées. Le rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectivement comptabilisé se décompose comme suit :

En millions d'euros	2023	2022
Résultat avant impôt des activités poursuivies hors résultat des sociétés mises en équivalence, produit des obligations convertibles Expleo Group, du résultat lié à l'hyperinflation sur le goodwill comptabilisé en Turquie	103,0	27,4
Taux théorique d'impôt	25,83 %	25,83 %
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(26,6)</b>	<b>(7,1)</b>
Différences permanentes	1,3	1,8
Différences liées aux taux d'imposition	0,3	0,7
Autres impôts	(1,3)	(2,0)
Effet de l'imposition à un taux réduit	17,8	-
<b>Total des ajustements</b>	<b>18,1</b>	<b>0,5</b>
<b>Charge d'impôt réelle</b>	<b>(8,5)</b>	<b>(6,6)</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>8,25 %</b>	<b>24,09 %</b>

Le montant figurant à la ligne « autres impôts » est essentiellement constitué de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) des filiales françaises.

Le taux effectif d'impôt 2023 est fortement impacté par le montant figurant dans la rubrique « effet de l'imposition à un taux réduit » qui est constitué de l'économie d'impôts liée à la taxation au taux réduit des plus-values réalisées sur les cessions

de participation dans le cadre de la législation fiscale en vigueur en France. Cette dernière a été appliquée à la cession des activités Staffing et Pacifique mais également à la variation de juste valeur comptabilisée au titre de la participation Framatome.

Retraité de la variation de juste valeur des titres Framatome et de son traitement fiscal (voir note 2 – Faits marquants), le taux effectif d'impôt est de 21,5 % en 2023 contre 24,09% en 2022.

## 12.3 Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur la différence entre la valeur des actifs et passifs inscrite dans les états financiers et la valeur taxable correspondante dans le calcul de l'impôt. Ils sont constitués selon la méthode du report variable.

Un impôt différé passif est généralement constitué en regard des différences temporaires imposables existantes sauf exception prévue par la norme IAS 12.

Un actif d'impôt différé, notamment sur les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés ainsi que sur les différences temporaires déductibles, ne peut être comptabilisé que s'il est probable que la Société disposera de bénéfices fiscaux futurs sur lesquels ils pourront être imputés. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte :

- des prévisions de bénéfices imposables futurs ;
- de la part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir incluses dans les pertes passées ;
- de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Un impôt différé passif est comptabilisé au titre des différences temporaires imposables relatives aux participations dans les entreprises associées même en l'absence de distribution probable (le Groupe ne contrôle pas l'entreprise et n'est donc pas en mesure de déterminer sa politique de distribution), sauf si un accord prévoit que les bénéfices de l'entreprise associée ne seront pas distribués dans un futur prévisible.

L'impôt différé correspondant à un profit ou une charge comptabilisée en contrepartie des capitaux propres est lui-même comptabilisé en contrepartie des capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés par autorité fiscale, et ne sont pas actualisés. Le Groupe ne compense ses actifs et passifs d'impôts différés que s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

Les impôts différés présentés au bilan sont regroupés par groupe d'unités fiscales. En revanche, les tableaux ci-dessous sont présentés par nature d'impôts différés.

### IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS AU BILAN

En millions d'euros	2023	2022
<b>Actifs d'impôts différés</b>	<b>9,9</b>	<b>8,7</b>
Recouvrables à moins d'un an	4,7	2,7
Recouvrables à plus d'un an	5,2	6,0
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>2,3</b>	<b>0,8</b>
Exigibles à moins d'un an	1,6	0,4
Exigibles à plus d'un an	0,7	0,4
<b>Actif net d'impôts différés</b>	<b>7,6</b>	<b>7,9</b>
dont part à moins d'un an	3,1	2,3
dont part à plus d'un an	4,5	5,6

## MOUVEMENTS DE LA PÉRIODE

En millions d'euros	Avantages du personnel	Immobilisations incorporelles	Autres impôts différés actifs	Impôts différés actif (a)	Impôts différés passif (b)	Solde net des impôts différés (a-b)
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	<b>4,6</b>	<b>2,6</b>	<b>1,9</b>	<b>9,1</b>	<b>(0,4)</b>	<b>8,7</b>
Variation de l'exercice portée au compte de résultat	0,3	(0,3)	0,4	0,4	(0,2)	0,2
Impôts différés comptabilisés en résultat global	(0,9)	-	-	(0,9)	(0,2)	(1,1)
Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	0,1	0,1	-	0,1
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>4,0</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>8,7</b>	<b>(0,8)</b>	<b>7,9</b>
Variation de l'exercice portée au compte de résultat	0,1	(0,3)	3,6	3,4	(1,7)	1,7
Impôts différés comptabilisés en résultat global	(0,6)	-	-	(0,6)	0,2	(0,4)
Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	(0,5)	(0,5)	-	(0,5)
Écarts de conversion	-	-	(1,0)	(1,0)	-	(1,0)
Autres	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>3,5</b>	<b>2,0</b>	<b>4,4</b>	<b>9,9</b>	<b>(2,3)</b>	<b>7,6</b>

### NOTE 13

### DROITS D'UTILISATION AU TITRE DE CONTRATS DE LOCATION ET DETTE LOCATIVE AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

IFRS 16, qui remplace la norme IAS 17, impose un principe de comptabilisation unique au bilan des contrats de location pour les preneurs. Un actif « droit d'utilisation » est comptabilisé en regard du droit pour l'utilisateur d'utiliser l'actif sous-jacent, et une dette locative au titre de son obligation à payer le loyer.

Le Groupe retraite les contrats de location relatifs :

- à des biens immobiliers pour lesquels les composantes locatives et non locatives n'ont pas été séparées ;
- à la flotte de véhicules pour lesquels le prix de la location a été alloué en partie à des composantes non locatives (assurance, entretien...).

Le Groupe comptabilise un actif « droit d'utilisation » et une dette locative à la date de début du contrat de location. L'actif « droit d'utilisation » est initialement évalué au coût représentatif de la valeur actualisée des loyers du contrat sur la durée retenue, puis diminué de tout amortissement ou le cas échéant perte de valeur, le montant pouvant être ajusté en fonction de certaines réévaluations ou réductions de passifs de loyers.

Le Groupe exerce son jugement pour déterminer la durée des contrats de location et plus particulièrement ceux relatifs à des biens immobiliers. La durée locative a une influence significative sur le montant de la dette locative et de l'actif « droit d'utilisation ». Pour les locations immobilières, la durée retenue pour déterminer les loyers à actualiser correspond à la durée la plus longue au sein de la période exécutoire du bail. En France, les contrats de location de biens immobiliers de bureaux sont, pour les plus importants d'entre eux, des baux commerciaux à 9 ans, dits « 3/6/9 », avec option de résiliation anticipée à 3 et 6 ans. Pour ce type de contrat, le Groupe considère avec une certitude raisonnable que les entités concernées n'exerceront pas leurs options de résiliation anticipée et retient donc la durée résiduelle sur la période initiale de 9 ans. Pour les locations de véhicules, la durée de location correspond à la durée contractuelle des contrats.

La dette locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers dus à la date de début du contrat. Les taux d'actualisation utilisés pour respectivement la dette locative relative à des biens immobiliers et celle relative à la flotte de véhicules correspondent aux taux d'emprunt marginaux du Groupe, à savoir les taux fixes auxquels le Groupe pourrait lever des financements additionnels égaux aux montants visés.

La dette locative est ensuite augmentée de l'effet de sa désactualisation (comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges financiers ») et diminuée des montants des loyers concernés enregistrés en charges sur la période couverte dans les comptes de résultat contributifs des entités consolidées. Elle est ajustée en cas de modification des loyers futurs suite notamment à un changement d'indice, ou à une nouvelle estimation du montant à payer attendu au titre de la prolongation d'un contrat arrivé à son terme contractuel ou de l'exercice d'une option de résiliation en cours de contrat.

Dans le tableau de flux de trésorerie, le paiement des loyers antérieurement présenté au sein des flux de trésorerie liés à l'activité est présenté sous IFRS 16 dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement pour le montant affecté au remboursement de la dette et à la charge financière. Les impacts liés à la réévaluation de la dette locative ne sont pas transcrits dans le tableau de flux de trésorerie consolidé.

La norme IFRS 16 affecte significativement les états financiers du Groupe et notamment les principaux indicateurs suivis par le Groupe (EBITDA et free cash flow). Les impacts de la norme IFRS 16 sont présentés dans les paragraphes suivants.

## SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

<i>En millions d'euros</i>	Actifs « droit d'utilisation »	Dettes locative
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » relatifs aux locations immobilières	29,6	31,2
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » relatifs aux autres contrats de location	1,0	1,1
<b>Impact au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>30,6</b>	<b>32,3</b>
Nouveaux contrats de location	10,8	10,8
Augmentations liées au regroupement d'entreprises	0,4	0,4
Diminutions liées aux cessions de filiales	(1,1)	(1,1)
Amortissements	(9,9)	-
Loyers payés	-	(10,6)
Charge financière	-	1,1
<b>Solde au 31 décembre 2023</b>	<b>30,8</b>	<b>32,9</b>
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » et des dettes locatives relatifs aux locations immobilières	26,3	28,4
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » et des dettes locatives relatifs aux autres contrats de location	4,5	4,5

## ÉCHÉANCIER DE LA DETTE LOCATIVE

<i>En millions d'euros</i>	Valeur comptable 2023	Flux de trésorerie contractuels	- 1 an	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dettes locatives au titre de droits d'utilisation *	32,9	34,9	9,7	23,0	2,5

\* Intérêts de la dette locative compris.

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Compte de résultat consolidé publié	Impact IFRS 16	Compte de résultat consolidé hors impact IFRS 16
<b>EBITDA</b>	<b>56,9</b>	<b>10,6</b>	<b>46,3</b>
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	(19,5)	(9,9)	(9,6)
<b>Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services</b>	<b>37,4</b>	<b>0,7</b>	<b>36,7</b>
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité y compris paiements fondés sur des actions	4,7	-	4,7
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>42,1</b>	<b>0,7</b>	<b>41,4</b>
Quote-part des résultats d'Expleo Group et de MPH Global Services	(11,6)	-	(11,6)
Produit des obligations convertibles Expleo Group	13,0	-	13,0
Produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement	(5,2)	-	(5,2)
Autres produits et charges financiers	73,0	(1,1)	74,1
Impôt sur les résultats	(8,5)	0,1	(8,6)
<b>Résultat net consolidé des activités poursuivies</b>	<b>102,8</b>	<b>(0,3)</b>	<b>103,1</b>

## TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Tableau de flux de trésorerie consolidé publié	Impact IFRS 16	Tableau de flux de trésorerie consolidé hors impact IFRS 16
<b>Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part des entreprises associées hors Expleo Group et MPH Global Services</b>	<b>37,4</b>	<b>0,7</b>	<b>36,7</b>
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	19,5	9,9	9,6
<b>EBITDA</b>	<b>56,9</b>	<b>10,6</b>	<b>46,3</b>
Autres éléments liés aux flux nets de trésorerie liés à l'activité	(21,2)	-	(21,2)
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>35,7</b>	<b>10,6</b>	<b>25,1</b>
Acquisitions d'immobilisations, nettes de cessions	(4,7)	-	(4,7)
<b>Free cash flow</b>	<b>31,0</b>	<b>10,6</b>	<b>20,4</b>
Autres éléments liés aux flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	0,8	-	0,8
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(3,9)</b>	<b>-</b>	<b>(3,9)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(22,4)</b>	<b>(10,6)</b>	<b>(11,8)</b>
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>9,4</b>	<b>-</b>	<b>9,4</b>

**NOTE 14****ENGAGEMENTS HORS BILAN ET AUTRES INFORMATIONS****14.1 Engagements hors bilan**

Le tableau ci-dessous présente les engagements hors bilan donnés au 31 décembre 2023 qui sont valorisés. Il est à noter que seuls subsistent les engagements non déjà comptabilisés au bilan.

En millions d'euros	Engagements donnés	Engagements reçus
	Avals, cautions et garanties	Ligne de crédit et découverts bancaires non utilisés
Europe – Holding	31,9	163,2
Europe – Autres	7,2	-
Asie, Moyen-Orient et Afrique	2,8	-
<b>Total</b>	<b>41,9</b>	<b>163,2</b>

**14.2 Autres informations**

Fin 2023, Assystem S.A. a reçu une notification de griefs de l'Autorité française de la concurrence. Les pratiques reprochées par le rapporteur général de l'Autorité de la Concurrence concernent une filiale qu'Assystem a cédée. Assystem S.A. est mise en cause en tant que société mère de cette filiale pendant une partie de la période retenue par l'Autorité de la Concurrence.

**NOTE 15****HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le tableau suivant présente les honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau en charge des contrôles des comptes consolidés d'Assystem S.A. et de ses sociétés consolidées et qui figurent au compte de résultat consolidé 2023 en milliers d'euros.

En milliers d'euros	RSM		KPMG	
	Commissaire aux comptes	Réseau	Commissaire aux comptes	Réseau
	Montant	Montant	Montant	Montant
<b>Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité semestriel</b>				
Émetteur	173	-	169	-
Entités contrôlées	43	117	184	15
<b>Sous-total</b>	<b>216</b>	<b>117</b>	<b>353</b>	<b>15</b>
<b>Services autre que la certification des comptes</b>				
Émetteur	-	-	-	75
Entités contrôlées	-	-	4	26
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>101</b>
<b>Total</b>	<b>216</b>	<b>117</b>	<b>357</b>	<b>116</b>

**NOTE 16****ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE****Cession de la participation Framatome**

Le Groupe a cédé au cours du mois de janvier 2024 sa participation de 5 % dans la société Framatome comptabilisée en « Autres actifs financiers non courants » pour un montant de 205,0 millions d'euros (voir note 2 – Faits marquants).